

**l'éditorial
d'Arlette
Laguiller
en page 3**

Prolétaires de tous les pays, unissez-vous !
LUTTE
OUVRIÈRE
UNION COMMUNISTE (trotskyste)

Hebdomadaire - paraît le vendredi - n° 1817 - 30 mai 2003 - prix : 1 €



**Ni jeunes dans la galère,
ni vieux dans la misère !**

**Les 7, 8 et 9 juin
à Presles (Val-d'Oise)**
LA FÊTE !



Retraites

- p 4-5 ■ Le PS et les retraites
- Après la déclaration de Fillon, communiqué de Lutte Ouvrière
- Pour financer les retraites, il faut faire cotiser les patrons
- La pub du gouvernement
- Raffarin-Fillon contre les retraitées
- p 11 ■ Éducation nationale :
- Retrait des projets sur les retraites et la décentralisation
- A Marseille
- En Martinique et Guadeloupe
- p 12 ■ Lutte Ouvrière sous le feu de la critique... du Monde
- Dans les transports aériens
- Au Mans, le mouvement continue et s'amplifie
- p13 ■ Les cheminots ne doivent se laisser ni diviser ni isoler
- RATP : en grève le 3 juin
- L'agitation monte dans l'Assistance publique

Tribune

- p 6 ■ Le gouvernement devra bien céder si la lutte se généralise

Dans le monde

- p 6 ■ Irak : Chirac se rallie au camp du plus fort
- p 16 ■ Argentine : le nouveau président intronisé
- Brésil : silence dans les rangs

Dans les entreprises

- P 14 ■ Alstom (Belfort) : encore une vague de licenciements
- Faïencerie Sarreguemines Bâtiment (Vitry-le-François) : le tribunal de commerce soutient les licenciés
- France Télécom (Lyon) : harcèlement au travail

Leur société

- p 15 ■ Après les retraites, le gouvernement s'attaque à la Sécurité
- Transparence de l'information sur les médicaments ?
- Loi Perben : une justice plus policière

Fête de Lutte Ouvrière

- p 7 à 10 ■ Le programme artistique
- Les chapiteaux scientifiques
- Les débats
- Tous les stands
- Les autocars de province

Algérie

UNE CATASTROPHE AGGRAVÉE PAR LA CORRUPTION ET L'INCURIE

Plus de deux mille deux cents morts et au moins un millier de blessés, tel est le bilan officiel et provisoire du violent tremblement de terre qui a secoué l'Algérie, frappant plus particulièrement Alger et les villes situées à l'est de la capitale, telles que Boumerdès, Thénia, Zemmouri et Rouiba. Et les répliques qui se succèdent, en provoquant l'effondrement des bâtiments fragilisés, continuent d'alourdir le nombre des victimes.

La gravité du séisme, le plus fort qu'ait connu l'Algérie depuis vingt ans, et le fait qu'il se soit produit dans une zone fortement urbanisée, à une heure où de nombreuses famil-

les étaient rassemblées pour dîner, n'explique pas tout. D'ailleurs, quelques jours après, un tremblement de terre

d'une amplitude équivalente n'a fait que quelques dizaines de blessés et peu de dégâts au Japon.



Dans les deux cas, il s'agit de régions très exposées aux tremblements de terre mais, alors qu'au Japon les constructions respectent des normes très strictes leur permettant de résister même à des séismes importants, en Algérie les autorités laissent agir en toute impunité – quand elles n'en sont pas directement complices – des promoteurs plus intéressés par le profit facile que par la qualité et la résistance des immeubles qu'ils construisent. Résultat, dans la banlieue-est d'Alger, des dizaines d'immeubles se sont écroulés comme des châteaux de cartes, ensevelissant par centaines les personnes

qu'ils étaient censés abriter.

L'incurie du pouvoir algérien s'est également révélée dans l'organisation des secours. Alors que de tout le pays les volontaires affluaient pour aider les sinistrés, ils ne disposaient que de moyens dérisoires pour essayer de dégager d'éventuels survivants. Quant aux rescapés, plusieurs jours après la catastrophe, ils restaient livrés à eux-mêmes, sans abri, sans eau potable et sans vivres. Cette situation a d'ailleurs provoqué des explosions de colère. C'est aux cris de « pouvoir assassin ! » et sous les jets de pierre que le président Bouteflika a été accueilli lorsqu'il a voulu se rendre sur les lieux de la catastrophe. Mais ces manifestations ont été rapidement endiguées par des militaires et des brigades antiémeute.

Car si les secours ont tardé à se mettre en place, les forces de police, elles, ont été rapidement déployées contre la population.

Roger MEYNIER

Les brochures du Cercle Léon Trotsky

LES RETRAITES : faire face à l'attaque qui se prépare contre la classe ouvrière

Exposé du Cercle Léon Trotsky du 31 janvier 2003

L'IRAK, ENJEU ET VICTIME DES GRANDES MANŒUVRES DE L'IMPÉRIALISME

Exposé du Cercle Léon Trotsky du 8 novembre 2002

50 ans après la mort de Staline, 15 ans après la Péroïka, 11 ans après la fin de l'URSS

OÙ VA LA RUSSIE ?

Exposé du Cercle Léon Trotsky du 25 avril 2003

Prix : 1,5 euro par brochure. Envoi contre quatre timbres à 0,46 euro

À PERPIGNAN

Banquet de Lutte Ouvrière
Dimanche 1^{er} juin
à partir de 11h
Chapelle Saint-Pierre
à CLAIRA

LUTTE OUVRIÈRE

Union Communiste (Trotskyiste) - membre de l'Union Communiste Internationaliste

L'Union Communiste (trotskyiste) qui édite Lutte Ouvrière, sous le nom duquel elle est connue en tant qu'organisation politique, regroupe des militants pour qui le communisme et le socialisme sont le seul avenir pour l'humanité menacée par les crises, l'épuisement des matières premières et des milieux naturels et les guerres dus à l'anarchie de la société actuelle divisée en classes sociales, minorité d'exploiteurs d'un côté et majorité d'exploités de l'autre. Une société qui repose sur la concurrence économique et l'égoïsme individuel.

Pour les militants de Lutte Ouvrière, le socialisme est aussi éloigné des politiques conservatrices de Mitterrand-Jospin que le communisme l'est de l'image qu'en a donnée la dictature stalinienne qui a régné en URSS.

Nous sommes convaincus que les travailleurs sont seuls capables de remplacer le capitalisme par une société libre, fraternelle et humaine car ils constituent la majorité de la population et n'ont aucun intérêt au maintien de l'actuelle société. Mais pour cela ils devront détruire l'appareil d'État de la bourgeoisie, c'est-à-dire son gouvernement mais aussi ses tribunaux, sa police, son armée pour créer un régime où les masses populaires exerceront elles-mêmes le pouvoir en assurant un contrôle démocratique sur tous les rouages de l'économie.

Nous disons aussi que les travailleurs n'ont pas de patrie et qu'un peuple qui en opprime un autre ne peut être un peuple libre. C'est pourquoi les militants qui animent ce journal s'affirment trotskystes, du nom du compagnon et continuateur de Lénine, qui a combattu le stalinisme dès son origine et a péri assassiné pour n'avoir jamais cédé. Nous sommes convaincus que c'est la seule façon d'être aujourd'hui réellement internationalistes, et communistes et socialistes révolutionnaires.

Adresser toute correspondance à :

LUTTE OUVRIÈRE
B.P. 233 - 75865 PARIS CEDEX 18 - FRANCE

Téléphone : 01 48 43 65 58 - Télécopie : 01 48 43 69 94

LUTTE OUVRIÈRE SUR INTERNET

http://www.lutte-ouvriere.org - E-mail : journal@lutte-ouvriere.org

Union Communiste Internationaliste : http://www.union-communiste.org

E-mail : contact@union-communiste.org

Lutte Ouvrière c/o Editions d'Avron

6, rue Florian - 93500 PANTIN

Lutte Ouvrière (Ile-de-France) - c/o Editions d'Avron
 153-155 Avenue Jean-Lolive - 93500 PANTIN

SOUTENEZ LUTTE OUVRIÈRE !

Les chèques de soutien à Lutte Ouvrière doivent être libellés à : Jean-Paul Rigollet, mandataire financier de Lutte Ouvrière et sont à envoyer à LUTTE OUVRIÈRE - BP 233 - 75865 PARIS CEDEX 18. Jean-Paul Rigollet a été déclaré le 23 décembre 1994 mandataire financier du parti «Lutte Ouvrière» conformément à la loi. Celle-ci dispose qu'il est seul habilité à recueillir les dons de personnes identifiées, et que tout don de plus de 15 euros consenti à un mandataire doit être versé par chèque.

| | ABONNEMENTS À LUTTE OUVRIÈRE ET LUTTE DE CLASSE | | |
|--|---|--------|-------------------|
| | LUTTE OUVRIÈRE | | LUTTE DE CLASSE |
| | 1 an | 6 mois | (1 an soit 10 N°) |
| France, DOM-TOM | 35 € | 18 € | 15 € |
| DOM-TOM, par avion | 50 € | 25 € | 21 € |
| Europe Afrique Moyen-Orient États-Unis Canada | 60 € | 30 € | 15 € |
| Asie Océanie autre Amérique | 75 € | 38 € | 26 € |
| Asie Océanie autre Amérique (voie prioritaire) | 90 € | 45 € | 32 € |

BULLETIN D'ABONNEMENT

NOM :
 PRÉNOM :
 ADRESSE :

 CODE POSTAL et VILLE :

 COMPLÉMENT D'ADRESSE

 Je m'abonne à : LUTTE OUVRIÈRE - LUTTE DE CLASSE, pour une durée de
 (rayer la mention inutile).
 Ci-joint la somme de :
 Règlement :
 par chèque bancaire ou postal à l'ordre de LUTTE OUVRIÈRE,
 par virement postal à LUTTE OUVRIÈRE, CCP PARIS 26 274 60 R

Lutte Ouvrière est édité par la société Éditions d'Avron - 153-155, avenue Jean-Lolive à Pantin (93500) et 6, rue Florian à Pantin (93500) - Téléphone : 01 48 43 65 58 - SARL au capital de 7622,45 euros, durée cinquante ans à partir du 1er janvier 1970 - Gérant : Michel Rodinson. Associés : René Marmaros, Isaac Szmulewicz, Jean-Claude Hamon. Directeur de la publication et responsable de la rédaction : Michel Rodinson. - Tirage : 15 000 exemplaires. Impression : Rotos de l'Ile-de-France, 3, rue du Parc, 93150 Le-Blanc-Mesnil, téléphone : 01 48 14 21 65. - Commission paritaire des publications n° 64995.

L'éditorial d'Arlette LAGUILLER

Editorial des bulletins
d'entreprise du 26 mai 2003

Retraites

NI JEUNES DANS LA GALÈRE, NI VIEUX DANS LA MISÈRE !

■ L'ampleur des manifestations du 25 mai, après celles du 13 mai, a montré que le monde du travail rejette le plan Raffarin-Fillon sur les retraites qui constitue une attaque grave contre tous les salariés. Le gouvernement se prépare pourtant à examiner le projet comme si de rien n'était, puis à le faire entériner par le Parlement. Le ministre du Travail, Fillon, le soir même des manifestations, a adressé une fin de non-recevoir à la protestation de tous ceux qui n'acceptent pas de travailler plus longtemps pour une retraite diminuée.

Le ministre a ressorti la vieille ficelle consistant à opposer les travailleurs du secteur public, présentés comme des privilégiés et des égoïstes, à ceux du secteur privé. Il a eu le cynisme de se poser en défenseur de l'égalité de tous devant la retraite alors que c'est le gouvernement Balladur qui a introduit l'inégalité en imposant 40 ans de cotisation aux travailleurs du privé au lieu de 37 ans et demi.

Mais le stratagème consistant à opposer les salariés les uns aux autres est éventé. Le projet du gouvernement aggrave la situation pour tous car on annonce 41, puis 42 ans de cotisation, et peut-être plus.

Se crever au travail, aller « de l'usine au cimetière » ou partir en retraite avec une pension fortement diminuée, voilà ce qu'ils nous réservent. Et nous n'aurons même pas à choisir entre ces deux perspectives : ce sont les patrons qui

choisiront, en jetant à la rue les travailleurs qu'ils considèrent trop usés pour être rentables.

Alors, il n'est pas question d'accepter cela. D'autant moins que Fillon comme Raffarin, quand ils parlent d'égalité devant les sacrifices, ne parlent que des salariés, jamais du patronat, jamais des riches. « *Ce serait préjudiciable à l'emploi* », répètent-ils. Mais en quoi cela nuirait à l'emploi de faire payer les actionnaires sur leurs dividendes, les spéculateurs sur leurs profits, les bénéficiaires de revenus financiers sur leurs bénéfices, les PDG sur leurs « stock-options » ?

Le gouvernement ose se poser en représentant de l'intérêt général face aux intérêts catégoriels. Mais son projet ne reflète en rien l'intérêt général, mais seulement les intérêts particuliers des possédants.

Le gouvernement invoque la « représentation nationale » contre la rue. Mais ce n'est pas parce que le gouvernement dispose de la majorité à l'Assemblée nationale que cela justifie des mesures qui visent ceux qui font marcher la société et qui produisent l'essentiel des richesses. Et puis, il faut tout de même rappeler que cette majorité écrasante au Parlement est la conséquence de l'élection plébiscitaire de Chirac, voulue par les dirigeants de l'ex-gauche plurielle, Parti Socialiste en tête, qui essaient aujourd'hui de se poser en défen-

seurs des travailleurs.

En voulant imposer à tous les salariés un projet dicté par le grand patronat, Raffarin, Fillon et les autres ne font qu'apporter la démonstration que seules la rue, la mobilisation des travailleurs peuvent s'opposer au pouvoir de l'argent.

Le gouvernement a engagé une épreuve de force. L'enjeu n'est pas seulement la question des retraites, encore qu'un recul rien que sur ce terrain représenterait une régression importante. Mais, après avoir attaqué les salariés sur la question des retraites, le patronat et le gouvernement se préparent à attaquer sur la question de l'assurance-maladie. Ils visent à faire cotiser plus les salariés pour moins de soins et moins de médicaments remboursés.

Alors, c'est le moment de s'opposer à l'offensive générale contre les travailleurs. Il faut que les actions continuent et s'élargissent. Il faut se saisir de toutes les occasions offertes par les syndicats pour amplifier le mouvement. Il faut que les grèves se généralisent et s'étendent aussi aux entreprises privées.

Si les grèves et les manifestations continuent en s'amplifiant le temps qu'il faut, ces laquais du grand patronat et des riches que sont les ministres seront obligés de ravalier leur hargne antiouvrière et de remballer leurs projets.

Arlette LAGUILLER

LE FAUX « DIALOGUE » DE RAFFARIN

Alors que le 27 mai encore, les manifestations des enseignants et du personnel de l'Education nationale étaient d'une ampleur exceptionnelle, alors qu'elles étaient rejointes non seulement par des travailleurs d'autres services publics, des éboueurs aux contrôleurs aériens en passant par

les postiers, les travailleurs de France Télécom, ceux d'EDF-GDF, mais aussi par des travailleurs d'entreprises privées, Raffarin a opposé une fin de non-recevoir à toutes les protestations.

Aux enseignants, il ne propose qu'une « gestion des carrières » et aux syndicats, un

« dialogue » qui se limiterait à contribuer à la rédaction du texte gouvernemental.

Les syndicats qui se contenteraient de cette offre seraient à mettre dans le même sac que la CFDT.

Il n'a même pas daigné dire un mot sur les mesures contre les retraites alors que

le refus du monde du travail du projet gouvernemental s'exprime de plus en plus fort.

La seule réponse à l'attitude méprisante de Raffarin et compagnie est de continuer et d'amplifier le mouvement, de généraliser les grèves, les étendre dans le

secteur public comme dans les entreprises privées jusqu'à ce que le gouvernement soit contraint de ravalier sa hargne et de remballer son projet.

(Communiqué
d'Arlette Laguiller,
le 27 mai 2003)

Le PS et les retraites LE PS CRITIQUE RAFFARIN... AU NOM DE LA MÊME POLITIQUE ANTILOUVRIÈRE

Le matin du 26 mai, au lendemain de la grande manifestation contre le projet Fillon-Raffarin sur les retraites, France-Inter avait invité François Hollande, le premier secrétaire du Parti Socialiste. Interrogé par un auditeur sur ce qu'il pensait des 37,5 annuités pour tous, Hollande a préféré ne pas répondre.

On en a eu un autre exemple, le même jour, dans *Le Parisien*, avec l'interview d'Annick Lepetit, porte-parole du PS. Elle y demandait que « le gouvernement lâche du lest », tout en se gardant de dire ce que voulait le PS. Et à ceux qui, dit ce journal, « reprochent au PS de n'avoir rien fait pour les retraites pendant cinq ans » sous Jospin, elle répond que « ce n'était pas un engagement de Lionel Jospin en 1997 ».

S'agissant du coup porté par Balladur en 1993 aux salariés du privé, les obligeant à cotiser 40 ans et non plus 37 ans et demi pour une retraite à

taux plein, Jospin ne s'était en effet engagé à rien. Et de 1997 à 2002, il n'a rien fait pour abroger cette mesure qu'invoquent Fillon et Raffarin pour tenter d'imposer le même recul aux fonctionnaires.

En revanche, dans sa déclaration de mars 2000 sur l'avenir des retraites, Jospin avait dressé tout un catalogue de mesures, maintenant brandies par Chirac et Raffarin, telle la mise en place « d'instruments d'épargne à long terme, collectifs et négociés » – en clair, les fonds de pension chers aux financiers. Il avait aussi évoqué « l'allongement de la durée de cotisation pour la fonction publique », cette « réforme » que les grévistes avaient forcé Juppé à remballer et que Fillon vient de ressortir, et « un certain retard de la France » par rapport aux pays où la retraite est à 65 ans. Sur ce point, tout rivaux qu'ils étaient dans la campagne présidentielle, Jospin et Chirac se sont montrés en complet accord. L'an dernier, au sommet de Barcelone, ils avaient

co-signé un projet recommandant de repousser de trois à cinq ans l'âge de la retraite des salariés de l'Union européenne.

Si, au lieu de Chirac, Jospin avait alors été élu président, certains ministres auraient été différents, mais pas leurs projets : Raffarin n'a eu qu'à reprendre ceux que le précédent gouvernement avait concoctés. Et c'est bien cela que Hollande et la direction du PS aimeraient faire oublier à l'électorat populaire, sans prendre le moindre engagement qui puisse déplaire au Medef et à la bourgeoisie.

Cela oblige le PS à certaines contorsions, comme à son récent congrès de Dijon qui a adopté un manifeste proclamant son « entier soutien aux mouvements sociaux en cours » et réclamant « le retrait des mesures Ferry » et du « projet Raffarin-Fillon sur



les retraites ». Pour faire bonne mesure, le congrès a ovationné le dirigeant de la CGT, Bernard Thibault, venu apporter sa caution à l'opération. Quant à Fabius, actuel n° 2 du PS, il a déclaré trouver « scandaleux » un projet Fillon qui ressemble comme deux gouttes d'eau à celui qu'avait préparé un certain... Fabius, quand il était ministre des Finances de Jospin.

Au conseil national du PS du 24 mai, Hollande a parlé des « erreurs » du Premier ministre en matière de « négoc-

iation », ajoutant qu'« il ne faudrait pas que l'idée même de réforme soit entamée ». Façon de dire aux possédants que si Raffarin n'y arrive pas, le PS saurait conclure cette attaque contre le monde du travail que la droite n'aurait qu'entamée. Cela, en espérant que les électeurs ouvriers et populaires prendront pour une opposition de fond de la part du PS ce qui n'est qu'une critique sur la façon de poursuivre un objectif commun à la droite et à la gauche de gouvernement.

Pierre LAFFITTE

HUMOUR DE CLASSE

Raffarin, publicitaire de son métier, qui se targue de trouver le mot juste ou d'avoir le sens de la formule, a sorti quelques bourdes lors de son voyage au Canada.

Devant des patrons réunis dans la ville de Québec, le Premier ministre français s'est laissé aller à dire, à propos des 35 heures, qu'« en France on était sur la voie de la société des loisirs. On était sur le point de perdre l'habitude de travailler tôt ». Puis, paraphrasant paraît-il l'humoriste Pierre Dac, Raffarin a poursuivi : « Il y avait un projet de loi qu'on a arrêté à temps. C'était : quand on ne travaillera plus les lendemains des jours de repos, la fatigue sera vaincue ». Ce qui, soit dit en passant, est fort vrai.

Et tout le monde de s'esclaffer dans cet aréopage patronal des bons mots de Raffarin ; de cet humour que l'on goûte d'autant mieux qu'on a peine à imaginer la vie d'un ouvrier faisant les équipes, ou de tout autre salarié devant se lever bien avant l'aube afin d'effectuer les deux heures ou

plus de trajet quotidien nécessaires pour se rendre à son travail... 35 heures ou pas.

Raffarin, si prudent, s'est cette fois lâché. Mais il ne prenait pas grand risque devant ces hommes et ces femmes auprès de qui il semble si détendu, tous nés avec une cuillère en or dans la bouche.



MAIS QUELLE DÉCOUVERTE !

Interviewé lors de la manifestation du dimanche 25 mai par la chaîne de radio France-Info, Claude Bartolone, l'ancien ministre de la Ville du gouvernement Jospin, a dit que beaucoup d'électeurs devaient aujourd'hui regretter d'avoir voté Chirac il y a un peu plus d'un an.

Bartolone avait déjà fait une déclaration similaire quand, le 5 mai dernier, juste un an après la victoire de Chirac donc, il avait parlé de la « frustration » de ceux qui avaient porté au pouvoir un

homme « qui applique une politique de droite traditionnelle ».

L'ancien ministre de Jospin n'a toutefois jamais précisé s'il regrettait aussi un tel geste, lui qui comme la quasi-totalité des dirigeants du PS avait alors présenté le vote Chirac comme le choix qu'il était nécessaire de faire face à l'extrême droite.

Il n'a pas fallu attendre bien longtemps pour que la politique de la droite parlementaire apparaisse pour ce qu'elle était : une politique en faveur du patronat et des riches ; une

politique de régression sociale qui fait descendre aujourd'hui des centaines de milliers de travailleurs dans les rues. Et tout cela, les Hollande et autres Bartolone le savaient par avance.

Leurs actuelles jérémiades ne comptent donc pas. Ce n'est pas aujourd'hui mais il y a un an qu'il fallait le dire. Seulement, il y a un an, ils estimaient nécessaire de tromper leurs électeurs en les engageant dans le vote Chirac ; dans le seul but d'esquiver toute discussion sur le bilan du gouvernement Jospin.

Après les déclarations de Fillon (Communiqué de Lutte Ouvrière)

Malgré l'ampleur exceptionnelle des manifestations contre son projet sur les retraites, le ministre François Fillon a adressé ce soir une fin de non-recevoir à tous ceux – l'écrasante majorité des salariés – qui n'acceptent pas de travailler plus longtemps pour toucher une retraite diminuée. Il a eu le culot de se poser en justicier défendant l'égalité de tous devant la retraite, alors que c'est le gouvernement Balladur qui a imposé les 40 annuités aux travailleurs du

privé au lieu des 37,5 annuités qui devraient rester la règle pour tous dans le secteur public comme dans les entreprises privées. Alors même que Fillon prêche l'égalité dans les sacrifices pour les salariés et se permet de faire la morale aux travailleurs du service public, il refuse l'idée de faire payer les revenus du capital.

Ce soir, c'est la voix du grand patronat et du Medef du baron Seillière qui s'est exprimée contre le monde du travail.

Les travailleurs apprécieront la déclaration de Fillon pour ce qu'elle est : une véritable provocation. La seule réponse est de continuer et d'amplifier les actions.

Lutte Ouvrière appelle à participer à toutes les manifestations et à généraliser les grèves jusqu'à ce que le gouvernement Chirac-Raffarin soit contraint de retirer ses projets inacceptables.

25 mai 2003

POUR FINANCER LES RETRAITES, IL FAUT FAIRE COTISER LES PATRONS !

Au moment où le gouvernement prétend faire que l'ensemble des salariés doivent cotiser plus longtemps pour avoir droit à une retraite complète, sous prétexte que les caisses connaîtraient un déficit d'ici 10 ou 20 ans, il faut rappeler que les exonérations de cotisations sociales au profit du patronat sont chaque année d'un montant supérieur au déficit supposé de la caisse de retraite du régime général en 2020. En effet, le déficit prévu se situerait, selon les hypothèses plus ou moins optimistes concernant les chiffres du chômage, à 15 ou 18 milliards d'euros

par an. Evidemment ce n'est là que pure spéculation, les « experts » étant bien incapables de prévoir la situation économique, ne serait-ce qu'à l'horizon de l'année prochaine !

Mais puisque le gouvernement fait mine de s'appuyer sur ces chiffres pour convaincre les travailleurs que c'est à eux de se sacrifier, la première des choses à exiger serait que les patrons commencent par payer ce qu'ils doivent. En 2003, les exonérations de cotisations sociales en faveur du patronat doivent s'élever à 19,6 milliards d'euros (et non 26

comme nous l'avions indiqué par erreur dans notre numéro 1816) ce qui représente 128 milliards de francs.

Depuis 1993, les exonérations de cotisations sociales ont été sans cesse augmentées sous prétexte d'aider les entreprises à créer des emplois... avec le résultat qu'on sait. Le gouvernement Jospin s'était distingué par des allègements considérables à l'occasion du passage aux 35 heures. Mais ce pas-

sage étant pour l'essentiel effectué, les exonérations en question devaient se réduire considérablement cette année. C'est la raison pour laquelle le gouvernement Chirac-Raffarin s'est empressé de trouver un nouveau prétexte, le coup de pouce au Smic au 1^{er} juillet prochain, pour faire aux patrons un nouveau cadeau de près de 7 milliards d'euros, ce qui leur permet de bénéficier d'un montant d'exonérations

toujours aussi important qu'en 2002.

Il ne sera pas dit que le présent gouvernement est moins généreux avec le patronat que ne l'était le gouvernement Jospin !

Et ce sont les travailleurs qui, depuis des années, financent déjà une part croissante du budget de la Sécurité sociale par le jeu des exonérations patronales et de l'augmentation de la CSG ; celle-ci, payée à près de 90 % par les travailleurs, représente une part croissante du budget. Les patrons employeurs ne contribuent plus qu'à 44 % au financement du régime général, alors que les ménages payent presque autant : 41 %. Il y a 30 ans, le patronat finançait le régime général à hauteur de 80 % : il suffirait que les patrons payent la part qu'ils payaient il y a trente ans pour que « l'avenir des retraites » soit largement assuré.

Il faut non seulement exiger le retrait du plan Fillon, mais aussi l'abrogation des mesures Balladur. C'est aux patrons et à eux seuls de payer !

Dominique CHABLIS



RAFFARIN-FILLON CONTRE LES RETRAITÉES

Pour faire passer son projet contre les retraites, le gouvernement ose parler d'égalité public-privé, alors qu'il cherche à imposer une égalisation par le bas. Mais il ne dit mot sur une injustice, elle bien réelle, dont les femmes sont victimes : celle qui les frappe en matière de salaires et qui se retrouve dans le montant des pensions.

rière entière quand les hommes le sont à 85 %. Dans la tranche des 60-64 ans, les femmes sont moins de la moitié à bénéficier d'une carrière complète contre 80 % des hommes. En conséquence de quoi, malgré un droit ouvert à la retraite à 60 ans, une femme sur quatre part à la retraite à 65 ans pour essayer de disposer d'une retraite un peu moins mauvaise.

Et, dans l'état actuel des choses, du fait même que les effets de la réforme Balladur de 1993 ne prendront plein effet qu'en 2008, cet écart entre les hommes et les femmes devrait encore se creuser. L'élargissement de la période de référence des dix aux vingt-cinq meilleures années pèse plus lourd sur les femmes. De même que l'allongement à quarante annuités, puisque les femmes parviennent en moyenne à réunir rarement plus de trente-deux années de cotisation. Et tout cela ne s'arrangera pas si le nombre d'annuités nécessaires augmente encore, comme veut l'imposer le gouvernement.

Les mesures envisagées par le gouvernement ne pourraient qu'aggraver une situation déjà scandaleuse. C'est bien pourquoi toutes, et tous, ont intérêt à imposer que Raffarin-Fillon remballent leur projet.

J.F.

Selon les calculs, datant de 2001, d'une des antennes du ministère des Affaires sociales, les femmes touchent en moyenne pour leur retraite 848 euros par mois contre 1 461 euros pour les hommes, soit 42 % de moins. Hors bonification et réversion, les pensions diminuent encore. Elles tombent à 650 euros par mois contre 1 383 euros pour les hommes, soit 53 % de moins.

Quant aux femmes salariées, quand 40 % des hommes doivent survivre avec une pension inférieure au Smic, c'est le cas de 80 % des femmes. 10 % d'entre elles touchent même une retraite inférieure à 151 euros, moins de mille francs !

Des situations aussi lamentables s'expliquent notamment par le fait que les femmes âgées entre 75 et 79 ans ne sont que 37 % à bénéficier des effets d'une car-

LA PUB DU GOUVERNEMENT POUR VENDRE SA CAMELOTE SUR LA RETRAITE

Le gouvernement a fait paraître quatre placards publicitaires, aux frais des contribuables, pour tenter de convaincre qu'il ne visait, en proposant ses « réformes » sur les retraites, qu'à faire le bien autour de lui. Ce qui confirme au moins qu'il faut décidément se défier de la pub.

« Nous sauverons nos retraites en partageant nos efforts » ; « Nous sauverons nos retraites en introduisant plus de justice » ; « Nous sauverons nos retraites en donnant plus de liberté ». Le premier mensonge est de laisser entendre que tout le monde est concerné, gouvernement, patronat et salariés. Les vers de mirliton de la conclusion, commune aux quatre encarts, suggèrent la même solidarité : « Retraites, avec un effort ; Ensemble, on s'en sort. » Or si nous sommes sur le bateau, la situation de ceux qui rament et de ceux qui s'y prélassent n'est pas la même.

Le premier mensonge de

ces publicités est l'idée qu'il faudrait « sauver » les retraites parce qu'elles seraient en péril. C'est faux pour ce qui est de la situation actuelle, les caisses de retraites ne sont pas en déficit. Et elles le seraient encore moins dans l'avenir (dans 40 ans, comme si on pouvait dire ce que sera la situation en 2040) si on finançait les retraites avec les richesses produites par l'augmentation de la productivité du travail.

« Aucun enseignant, sauf s'il le désire, ne travaillera au-delà de 65 ans. » Là, ce n'est plus un mensonge, mais un aveu. La limite d'âge sera donc pour les fonctionnaires ordinaires fixée à 65 ans. C'est la confirmation des craintes des grévistes et des manifestants. On travaillera « un peu plus longtemps », explique avec désinvolture le gouvernement, comme si c'était peu de choses. Ce n'est banal que pour les ministres, les gros actionnaires et les capitalistes qui ne sont pas concernés, mais pas pour les salariés.

Une autre de ces publicités

a pour thème « la justice ». Drôle de justice quand on concède à ceux qui auront touché le Smic toute leur vie de toucher une retraite de 85 % du Smic au lieu des 60 % prévus dans une première mouture du projet. Leur retraite de misère, en supposant qu'elle ne s'amoindrisse pas avec le temps, restera toujours une retraite de misère.

Il y a sans doute un gros effort à faire pour « rétablir la vérité » sur la réforme des retraites, écrit dans un tract de propagande l'UMP (Union de la Majorité Présidentielle, disons plutôt Union des menteurs Professionnels) qui relaye la campagne du gouvernement et qui développe les mêmes thèmes et les mêmes mensonges. Un très gros effort en effet, pour convaincre les grévistes et les manifestants qui font la démonstration qu'ils ne sont pas prêts à se laisser bernier par les balivernes gouvernementales.

Vincent GELAS

IRAK : CHIRAC SE RALLIE AU CAMP DU PLUS FORT

Les États-Unis et la Grande-Bretagne ont finalement obtenu le 22 mai que le Conseil de Sécurité des Nations unies adopte la résolution 1483 qui entérine l'occupation de l'Irak, et par là-même justifie a posteriori la guerre impérialiste contre l'Irak. Mieux, la résolution a été votée à l'unanimité, y compris par la Syrie dont on avait cru un temps qu'elle s'abstiendrait.

C'en est donc fini des prétentions de Chirac et de son représentant de Villepin de défendre les intérêts de la paix et de la population irakienne contre Washington. Bien sûr, ce n'était qu'une attitude hypocrite par laquelle le gouvernement français cherchait à tirer malgré tout son épingle d'un jeu sur lequel il ne pouvait avoir aucun poids, en cherchant à s'attirer, pour l'avenir, les bonnes grâces des États arabes. D'ailleurs, une fois la guerre déclenchée, Chirac s'était bien gardé de se servir de la plate-forme de l'ONU pour condamner cette guerre d'agression, fût-ce même symboliquement.

Aujourd'hui, après s'être fait un peu prier, mais finalement assez peu, le gouvernement français se rallie donc avec armes et bagages au camp du plus fort, sans même pouvoir se targuer d'avoir obtenu la moindre concession significative de la part de Bush, tout au moins sur le terrain sur lequel il s'était opposé aux États-Unis à propos de la guerre.

Certes, d'après la version de la résolution adoptée par le Conseil de Sécurité, l'ONU sera représentée en Irak par un « représentant spécial » qui sera admis à « collaborer » avec l'autorité d'occupation dans le domaine humanitaire, dans celui de la reconstruction économique et de la mise en place des futures institutions politiques. Mais autant les termes sont vagues quant au droit de regard réel de ce « représentant spécial », autant ils sont clairs sur le fait que c'est l'autorité d'occupation, c'est-à-dire essentiellement Washington, qui aura le dernier mot sur tout - que ce soit sur le plan politique ou économique. Tout comme, d'ailleurs, il est dit sans la moindre ambiguïté que tous les fonds irakiens détenus à l'étranger, à quel-

titre que ce soit, devront passer aux mains du « Fonds de développement pour l'Irak » dont les ressources seront « décaissées selon les instructions données par l'Autorité ».

C'est donc un mandat en bonne et due forme sur l'Irak que le Conseil de Sécurité, gouvernement français compris, octroie à l'impérialisme américain ; et cela « jusqu'à ce qu'un gouvernement représentatif, reconnu par la communauté internationale, soit mis en place par le peuple irakien et assume les responsabilités de l'Autorité » - autrement dit, jusqu'à ce que Washington ait mis en place un régime qui garantisse durablement les intérêts régionaux de l'impérialisme américain, ce qui peut prendre un temps certain.

On peut penser que cette résolution a été précédée de bien des tractations destinées à obtenir l'unanimité du Conseil de Sécurité. C'est ce que l'on peut déduire de l'une de ses clauses, qui garantit le respect des contrats passés avec le régime de Saddam Hussein dans le domaine pétrolier, mais avec une formulation si vague qu'elle peut permettre bien des interprétations. Peut-être même a-t-elle été conçue pour laisser quelques miettes aux groupes pétroliers tels que le français Total ou le russe Lukoil, qui avaient passé des projets de contrats avec la dictature. L'avenir dira si c'est bien le cas.

En tout cas, ce chèque en blanc que le Conseil de Sécurité vient de donner unanimement à l'occupation impérialiste de l'Irak vient confirmer à quel point il était faux, et dangereux, il y a quelques mois, d'entretenir l'illusion que cette institution pouvait offrir la moindre protection à la population irakienne face aux menaces de guerre de Washington et de Londres. Comme la Société des Nations au temps de Lénine, l'ONU demeure une « caverne des brigands » impérialistes. Et le fait que les rivalités entre brigands se traduisent parfois en désaccords, toujours temporaires, ne change rien à l'affaire.

F. R.

Depuis plusieurs années, il existe au sein de notre organisation une tendance minoritaire. Cette tendance soumet des textes différents de ceux de la majorité au vote de nos camarades lors de nos conférences nationales. Mais elle s'est exprimée aussi, à chaque fois qu'elle l'a désiré, dans les bulletins intérieurs de notre organisation.

Ces camarades ont demandé à se constituer en tendance structurée ou, autrement dit, en fraction.

C'est pourquoi ils s'expriment chaque semaine à cet endroit, dans les colonnes de notre hebdomadaire, parfois pour défendre des opinions identiques ou semblables à celles de la majorité, parfois pour défendre des points de vue différents.

TRIBUNE

LE GOUVERNEMENT DEVRA BIEN CÉDER SI LA LUTTE SE GÉNÉRALISE

Ce dimanche 25 mai, la colère du monde du travail contre les projets de Fillon et Raffarin s'est exprimée puissamment dans les rues de Paris et en province. Les enseignants en lutte ouvraient la voie, mais la fonction publique était aussi largement représentée, dans une moindre mesure le privé. Pas question qu'on réduise et précarise encore les personnels, sous prétexte de « décentralisation ». Pas question que les travailleurs perdent 20 à 30 % sur leurs retraites, qu'ils s'usent jusqu'à 65 ans et plus à la tâche s'ils ne sont pas licenciés avant, et survivent pour beaucoup avec des retraites à peine supérieures aux 578 € (3800 F) du minimum vieillesse. Les mammouths à dégraisser sont dans le milieu patronal.

La grève de l'éducation nationale, pour le retrait de tous les projets gouvernementaux, et le retour à l'égalité pour tous, public et privé, en particulier 37,5 annuités de cotisations pour tous, n'est pas tombée du ciel. Elle a démarré il y a près de deux mois à l'initiative de minorités têtues qui sont allées d'écoles en lycées, en passant par les collèges, jusqu'à ce qu'elle s'étende jusqu'au moindre village. Les syndicats ont emboîté le pas. Mais ce mouvement puise sa force et son pouvoir de contagion dans les initiatives d'assemblées vivantes, de grévistes syndiqués ou non syndiqués, d'établissement, villes, départements, régions. A l'échelle nationale aussi, il y a une coordination. Les grévistes sont allés à la rencontre des parents comme des travailleurs d'entreprises proches. Et leur élan a cristallisé la colère du monde du travail.

Ce dimanche 25 mai a marqué un crescendo, après les journées syndicales interprofessionnelles des 1^{er} février, 3 avril et 13 mai. Dans les rues de Paris, il a été explicitement question d'un « tous ensemble », d'une « grève générale ». La généralisation de la riposte à tous les travailleurs du public et du privé est effectivement à l'ordre du jour.

La semaine sociale est annoncée comme « lourdement chargée ». Préavis de grève dès lundi dans les hôpitaux, puis le mardi 27 mai à La Poste, France-Télécom, ANPE, chez les territoriaux dont les éboueurs parisiens, aux Finances, chez les contrôleurs aériens et nouvelle journée de

l'éducation nationale. Des délégations de travailleurs du public et du privé se joindront aux cortèges des enseignants.

Malheureusement, Bernard Thibault pour la CGT, Marc Blondel pour FO ou Gérard Aschieri pour la FSU (ne parlons plus de François Chérèque qui a déjà jeté l'éponge), ne fixent pas un plan de lutte pour l'ensemble des travailleurs. Si le mouvement va vers une généralisation, c'est contre leur gré ! Dans les hautes sphères syndicales, ce ne sont qu'atermoiements, report au surlendemain de ce qu'il faudrait faire le lendemain si ce n'est le jour même. Le mouvement qui aurait pu démarrer dans les transports au lendemain du 13 mai, a été remis aux lendemains du 25 mai, puis aux lendemains du 3 juin. Ces reports n'ont pas réussi à démobiliser les enseignants. Ils en ont profité pour élargir et enhardir leur mouvement, s'adresser à de nouvelles catégories de travailleurs et avoir désormais les yeux fixés sur la perspective du tous ensemble à partir du 3 juin, avec cette grève reconductible annoncée à la SNCF et plus généralement dans les transports.

Le gouvernement vient de dire qu'il n'y avait plus rien à négocier. Il serait donc temps que les directions syndicales cessent de l'implorer de le faire, ou on va se demander qui est le prochain Chérèque ! Contrairement à ce qu'affirment le gouvernement, les politiciens et même les dirigeants syndicaux, il n'y a pas de fatalité à la réforme des retraites. L'argent des retraites, il est là, à portée de main : il suffit de le prendre sur les profits. Il n'y a pas à marchander à quelle sauce les vieux travailleurs seront mangés.

Raffarin, Fillon et Ferry ne céderont que devant une grève qui se généralise. C'est d'ailleurs quasiment ce qu'ils disent. Alors, qu'à cela ne tienne. Rejoignons les grévistes de l'Éducation Nationale et ceux du secteur du public qui leur ont déjà emboîté le pas. Multiplions les assemblées et coordinations de grévistes, y compris inter-professionnelles. Les dirigeants syndicaux devront bien suivre, et les ministres lâcher prise !

*Editorial des bulletins d'entreprise
L'Étincelle du lundi 26 mai 2003*

Convergences Révolutionnaires n° 27 (mai-juin 2003), bimestriel édité par la Fraction

- Un dossier sur l'industrie de guerre et le trafic d'armes à l'heure de la mondialisation.
- Editorial : « Pour que la rue gouverne »
- Des articles : Sur les grèves de l'Éducation nationale, le 32^e congrès du PCF, les Sans-papiers ou la drôle de « victoire de la démocratie contre Le Pen », l'individualisation des salaires et leur régression, la situation du capitalisme américain, l'enjeu du pétrole en Algérie, la rage des sidérurgistes en Belgique.

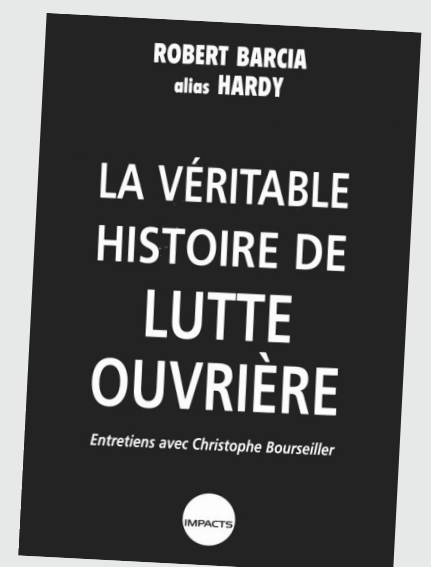
Pour se procurer ce numéro, 1,5 €, ou s'abonner (1 an : 9 €, de soutien : 15 €) écrire à :

LO, pour la Fraction, BP 233 - 75865 Paris Cedex 18 ou
Les Amis de convergences, BP 128 - 75921 Paris Cedex 19
Sur le Net : <http://www.convergencesrevolutionnaires.org>

En vente
en librairie
**La véritable
histoire de
Lutte Ouvrière**

Par Robert Barcia,
alias Hardy
Entretiens avec
Christophe
Bourseiller

Editions DENOËL IMPACTS
prix : 17 euros



7, 8 ET 9 JUIN TOUS À LA LA FÊTE DE LUTTE OUVRIÈRE à Presles (Val-d'Oise)

La fête de Lutte Ouvrière représente un rendez-vous traditionnel de fraternité et de détente. En 2002, en raison de la campagne électorale, nous avions allégé son programme, mais cette année la fête a lieu à nouveau pendant les trois jours du week-end de la Pentecôte et se tient au même endroit, le vaste parc de Presles.

Notre fête sera cette année encore un grand rassemblement populaire, placé sous le signe du communisme et de l'internationalisme. A l'heure où le gouvernement Raffarin mène ouvertement une politique antiouvrière, remettant en cause le système des retraites, portant ses coups contre le service public d'éducation, tandis que le patronat multiplie les plans sociaux et les licenciements, notre fête se veut le rassemblement de tous ceux qui refusent cette politique et luttent pour inverser le rapport de forces en faveur du monde du travail.

Notre fête est aussi une occasion de rencontrer nos militants et de discuter non seulement des objectifs immédiats, mais aussi d'autres perspectives pour l'Humanité : comment ouvrir un avenir débarrassé du capitalisme, des injustices et des catastrophes économiques et sociales, comme des injustices qu'il engendre sur toute la planète, un avenir communiste.

Pour vous distraire au fil des allées, vous trouverez des centaines de stands proposant toutes sortes de spécialités culinaires, régionales et natio-

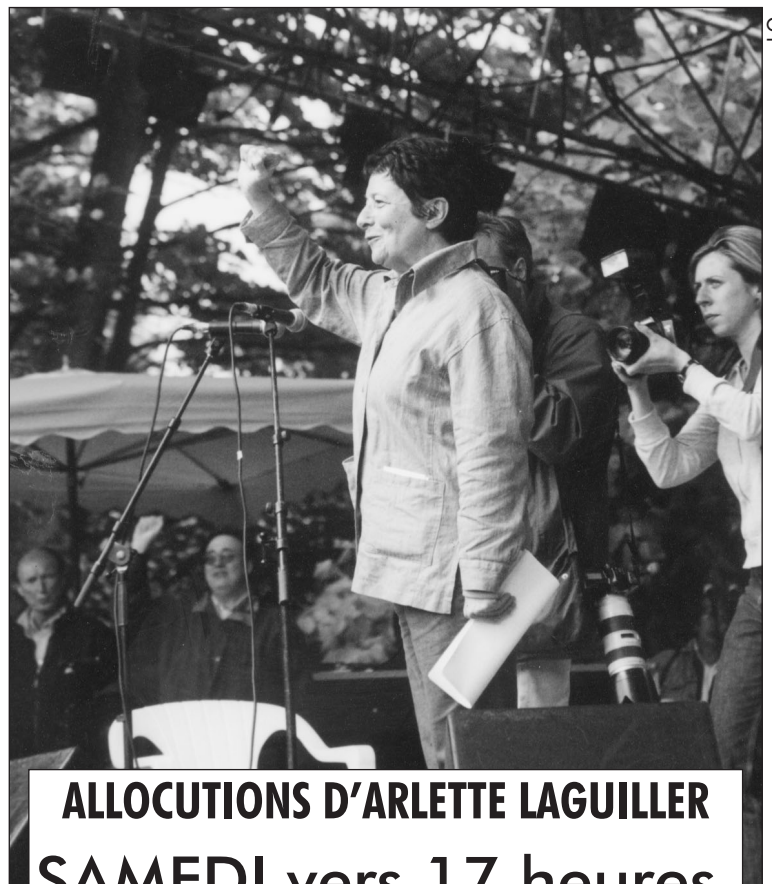
nales. Toutes les musiques sont invitées et vous pourrez choisir entre le Grand Podium, le Petit Théâtre, la Cité du jazz, le Cabaret ou la Guinguette, où se déroulent en permanence des spectacles gratuits. Les deux cinémas, gratuits eux aussi, sont permanents. D'autres stands sont réservés à des jeux et des animations variés. Des musiciens et des artistes animeront également les allées.

Les enfants ne sont pas oubliés. Une crèche accueille les tout-petits. Les autres enfants disposent d'une « Place aux jeunes » où des activités sont proposées. La « carte orange » permet pour un prix modique de faire le tour

des stands de jeux.

Des expositions politiques et scientifiques, un forum du livre et plusieurs librairies, des débats animés par des personnalités ou des groupes militants alimenteront les discussions. Car la fête, c'est aussi l'occasion d'échanger des idées fraternellement. Seront aussi présents cette année encore, dans la « Cité politique », de nombreux groupes politiques dont les opinions peuvent être différentes des nôtres, mais le débat fraternel a toujours été une caractéristique de notre fête.

Alors, soyez des nôtres en réservant votre week-end de la Pentecôte !



ALLOCUTIONS D'ARLETTE LAGUILLER
SAMEDI vers 17 heures,
DIMANCHE et LUNDI
vers 15 heures,
sur la grande scène

Programme artistique

Sous réserve de modifications

Sur la grande scène

samedi 7 juin

SABAYO

Chansons engagées

CLARIKA

Auteur-chanteuse-compositeur

CHANSON PLUS BIFLUORÉE

« Pour de vrai, pour de rire »
Humour musical

dimanche 8 juin

GILBERT LAFFAILLE

Accompagné par Léo Nissim
Piano-voix

CharElie

dans son nouveau récital « 109 show »

BONGA

Musique africaine à la croisée des sonorités angolaises, capverdiennes et latino-américaines

lundi 9 juin

LES FATALS PICARDS

Rock festif rigolo

JEAN-JACQUES MILTEAU

QUINTET

Blues

LA CONTRABANDA

Salsa

Au Théâtre de verdure

SAMEDI

THE JONES Rock progressif
MAM Musiques du monde Jazz
CABARET BRECHT en V.O. sous-titrée
HEINE'KEN, LE SURVIVANT Chanson française

DIMANCHE

LA COMPAGNIE JOLIE MÔME interprétera à deux moments différents de la journée son spectacle de chansons Rouge Cœur
Jean-Philippe WINTER et **Stéphane MANSE** Jazz, musette et chanson
MUZ'NOUCH Chanson tzigane
SERVICE PUBLIC Travailleurs-chanteurs de la RATP
Le groupe autrichien **KARLI** New rock

LUNDI

MIDNIGHT JOKERS Standards rock des années 70
LE TRIO KARTOF' Un siècle de chansons et musiques du monde
TRI LUERN GLAZ Trad'rock celtique
KARAVAN QUARTET Jazz manouche

À Jazz City

Jazz City est une scène de concert dédiée au jazz, au blues et à leurs dérivés. Comme les autres scènes de la fête, elle propose un spectacle permanent et présente des musiciens s'exprimant dans différents styles. On y trouve aussi un stand qui vend des brochures, des livres, des CD. Enfin, le dimanche et le lundi matin, on y propose un copieux petit déjeuner à l'américaine, servi en musique.

Samedi

13 h 30 **Jean-Paul MILLIER**, piano jazz.
15 h 30 **Big Band du 15^e**, le charme des grands orchestres.
18 heures **Para Poly Group**.
20 h 30 Le saxophoniste **Jef Sicard**, entre bebop et freejazz.

Dimanche

12 h 30 **Jean-Paul MILLIER**, piano jazz.
16 heures Le Big Band de **Richard Raux** (saxophone) & **Pascal Bivalski** (vibraphone), jazz d'aujourd'hui.
18 heures **Jean-Philippe Winter Quartet**
20 h 30 Le saxophoniste **Daniele Vigilucci**, bebop à gogo.

Lundi

12 h 30 **Janeo**.
14 heures **Daniel Ossig Quartet**.
17 heures **Pépèresonic**.

Au Cabaret

Samedi

18 heures **Danse avec nous** : école de danse salsa
19 h 30 **Wayra** : danses traditionnelles de Bolivie
21 heures **Kaza D'Oria** : nouvelle chanson française

Dimanche

13 h 30 **Emmanuel Della Torre** : chansons françaises
17 h 30 **Kaza D'Oria** : nouvelle chanson française
19 h 30 **Les Romanos** : chansons réalistes
22 heures Bal salsa

Lundi

12 heures **Iso** : chansons démaquillées
13 h 30 **Danse avec nous** : école de danse salsa

Également parmi nous pour animer la fête :

JACQUES THIERRÉE, LE TROUBADOUR DE BARBARIE

L'ORCHESTRE DE JEAN-CLAUDE GOMBAULT et un spectacle permanent sur la scène de la Guinguette

ACHETEZ MAINTENANT VOTRE CARTE D'ENTRÉE ET FAITES DES ÉCONOMIES

Achetée à l'avance, auprès de nos militants (ou en nous écrivant Lutte Ouvrière, BP 233, 75865 Paris Cedex 18 - chèques à l'ordre de Lutte Ouvrière), la carte d'entrée coûte 8 euros et est valable les trois jours. Sur place, elle sera vendue 12 euros pour les trois jours.

Tous les stands de la Fête

- 1 – La gargote des tout-petits
- 2 – Les ballons de la fête (Renault Lardy)
- 3 – Javelot ch'timi
- ALLÉE DE L'EUROPE DES TRAVAILLEURS**
- 4 – Aux moules
- 5 – Marionnettes
- 6 – À vos pinceaux
- 7 – Quiches et tartes lorraines
- 8 – Manège
- 9 – Chorba, thé, gâteaux (Citroën Région parisienne)
- 10 – Le Caf' Conç
- 11 – Accueil Nord-Pas-de-Calais
- 12 – Le bistrot du caf' conç (AGF + LO Beauvais)
- 13 – Blinis (Cramif - CNAVTS)
- 14 – Arbalète
- 15 – Tangram (Gems-Buc)
- 16 – Les mots fléchés (PTT-Paris 17)
- PLACE DU PROLÉTARIAT**
- 17 – Les disques
- 18 – Dessinez en l'air (Aéroport de Paris)
- 19 – Serpent à lumière
- 20 – Accueil Alsace-Lorraine-Franche-Comté
- 21 – La caféthière
- 22 – Accueil Bourgogne
- 23 – Toupie hollandaise
- 24 – Mare aux canards
- 25 – Fondue jurassienne
- 26 – Tir larigot
- 27 – Brochettes Renault (Renault)
- 28 – Casse-croûtes tunisien (Renault)
- 29 – Barbe à papa
- 30 – Jus de fruits-milkshake (Le Mans)
- 31 – L'escargot (SNCF Vierzion)
- 32 – Crêpes canadiennes (Continental-Clairoux, Oise)
- ALLÉE DU DRAPEAU ROUGE**
- 33 – Flammekueche (General Motors Strasbourg)
- 34 – Reibekuchen (Peugeot Mulhouse)
- 35 – Orienté-vous (Alcatel-CIT Vélizy)
- 36 – Aux mollets d'acier
- 37 – Le virage à prendre
- 38 – Le palet
- 39 – Le labyrinthe
- 40 – Les quatre sous
- 41 – Spécialités tourangelles
- 42 – L'enfer est pavé de bonnes citations (IBM)
- 43 – Le labyrinthe élastique
- 44 – Crottins chauds
- 45 – Le monde à la carte (Delphi)
- 46 – Cinéma paradiso
- PLACE DE L'INTERNATIONALE**
- 47 – Maffè
- 48 – UATCI
- 49 – Sculptures, mosaïques
- 50 – Sinif Mücadelesi (UCI Turquie)
- 51 – Café turc-döner kebab
- Jazz City**
- 52 – American Food - Breakfast-Coffee-cakes
- 53 – Exposition jazz
- 54 – Livres, disques jazz
- 55 – Emailage sur cuivre

- (CHR Toulouse)
- 56 – Brin de fantaisie (Hôpitaux de Paris)
- 57 – Soupe aux choux
- 58 – Le Brie qui court (Ville de Meaux, Seine-et-Marne)
- 59 – Je pense donc j'essuie (Renault-Flins)
- 60 – Spécialités haïtiennes
- 61 – Organisation des Travailleurs Révolutionnaires (UCI Haïti)
- 62 – Combat Ouvrier (UCI Antilles)
- 63 – Menu d'isles
- PLACE KARL MARX**
- 64 – Le clou de la fête
- 65 – Les masques (Chartres)
- 66 – Accueil Le Mans
- 67 – Lutte Ouvrière Hôpitaux
- 68 – Exposition Renault-Peugeot-Poissy
- 69 – Sardines grillées
- PLACE DE LA RÉVOLUTION SOCIALE**
- 70 – Cartes postales (EDF-GDF)
- 71 – La gare de tous les cafés (SNCF Paris Sud-Ouest)
- 72 – La paillote (SNCF Paris Nord)
- 73 – Sportez-vous bien (Sneema Gennevilliers)
- 74 – Echecs et Marx (France Télécom Reims)
- 75 – Amuse-gueules de la mer (Sneema Corbeil)
- 76 – La barbouille
- Guinguette**
- 77 – Seiche and'ouillette (Sneema Gennevilliers)
- 78 – Guinguette (Sneema Gennevilliers)
- 79 – Délices' CAF (CAF Région Paris)
- 80 – Sneema exposition aéronautique (Groupe Sneema)
- 81 – Couscous
- 82 – Cube d'escalade
- 83 – Trampoline
- 84 – Gyro folies
- 85 – Ile de la Réunion
- 86 – Indoustand (RATP)
- 87 – Annoncez la couleur (Reims Aviation)
- 89 – La boule du fakir (Groupe Reims)
- 90 – Accueil Champagne-Ardenne (La Faiencerie Vitry-le-François)
- 91 – Truffades (Renault Rueil)
- 92 – Le tir à la patate (Banque de France)
- ALLÉE DU COMMUNISME**
- 93 – Pizza aioli
- 94 – Accueil du Sud-Est
- 95 – Le frondeur du Poitou (Fonderies du Poitou)
- 96 – La Dolina (Solyptic)
- 97 – Au palet breton
- 98 – Pause café (Crédit Lyonnais)
- 99 – Billard électrique
- 100 – Saumon fumé-harengs de la Baltique
- 101 – Bonbons
- 102 – Fraternité à la menthe
- 103 – Rail de force
- 104 – Quille de six
- 105 – Accueil Anjou-Touraine-Poitou
- 106 – La puce rouge (Crédit Lyonnais)
- 107 – Jambon du Morvan
- 108 – Accueil Centre
- 109 – Beignets aux pommes
- 110 – Patate Academy (Alcatel Orléans)
- 111 – Tarte normande (CHU Rouen)
- 112 – Dolce vita (spécialités de pâtes)
- 113 – Payez-vous leurs têtes (Chaffôteaux Saint-Brieuc)
- 114 – Clap-clap (SNCF Limoges)
- 115 – Au p'tit grain de folie (Hôpitaux de Limoges)

- 116 – Fléchettes
- 117 – Gaufres de Picardie
- 118 – Sauvez Gavroche
- 119 – Tir à plomb (Chantiers de l'Atlantique St-Nazaire)
- 120 – La faucille et le marteau
- 121 – Accueil Bretagne-Normandie
- 122 – Tea break
- 123 – Workers Fight (UCI Grande-Bretagne)
- 124 – Brochettes grecques (Air France)
- 125 – Teepee et minéraux
- 126 – Lutte Ouvrière – Toute la collection
- 127 – Coquilles St-Jacques et tartes normandes (Arsenal de Cherbourg)
- 128 – À la bonne tripe (SNCF - Renault CKD)
- 129 – Château gonflable
- 130 – Audiovisuel
- 131 – La boule maboule (Ardennes)
- 132 – Bowling (La Poste Paris 14)
- 133 – Glaces et fraises (CCP-CNE)
- 134 – Spécialités Lyonnaises
- 135 – Tangram Lyonnais
- 136 – Palets Rouges (Servair)
- 137 – Artisanat Lyon
- 138 – Y à les boules (Ardennes)
- 139 – Old West Dinner-Barbecue Ribs
- 140 – The Spark (États-Unis)
- 141 – Brick à l'œuf (La Poste Paris-Louvre)
- 142 – P'tit atelier
- 143 – Croisons-les
- 144 – Fromages d'Auvergne
- 145 – Accueil Clermont-Ferrand
- 146 – Tripoux d'Auvergne
- 147 – Accueil Lyon
- 148 – A la bonne gougère (Troyes)
- 149 – Crêperie (Aventis Vitry)
- 150 – Charlottes (La Poste Paris 18)
- 151 – Café express (Aventis Romainville, Seine-St-Denis)
- 152 – Billard (La Poste Paris)
- 153 – Karaoke (Creil)
- 154 – Confit de canard
- 155 – Tir à l'arc (Aventis)
- 156 – Cafétéria du chapiteau scientifique
- 157 – Tabac
- 158 – L'huître ouvrière (Hôpital de Pontchaillou Rennes)
- 159 – L'entracte
- 160 – Ciné débat
- 161 – Expo ciné
- 162 – Accueil Angoulême-Bordeaux-Perpignan-Toulouse
- 163 – Crêperie bretonne
- Cabaret**
- 164 – Tapas y sangria (Carnaud Metalbox, Laon)
- 165 – Churros y chocolate (Air France Le Bourget)
- 166 – Tortilla y sepia
- 167 – Paella Valenciana
- PLACE DE LA LIBERTÉ (Cité politique)**
- 171 – Gauche Révolutionnaire (L'Egalité)
- 172 – Organisation Communiste Libertaire
- 173 – Coordination de soutien aux luttes du peuple argentin (CALPA)
- 174 – Fraction Trotskyste-Stratégie Internationale
- 175 – Socialist Appeal (Grande-Bretagne)
- 176 – No Sweat (Grande-Bretagne)
- 177 – Revolutionary History et Marxist Internet Archive (Grande-Bretagne)
- 178 – CERMTRI (Centre d'Etudes et de Recherches sur les Mouvements trotskystes et révolutionnaires internationaux)
- 179 – Lotta Comunista (Italie)
- 180 – Association La Riposte
- 181 – League for the Revolutionary Party (New York, États-Unis)
- 182 – Partito Comunista Internazionale – Battaglia Comunista (Italie)
- 183 – Les Amis de la Commune de Paris
- 184 – Socialist Party (Grande-Bretagne)
- 185 – Alliance for Workers' Liberty (Grande-Bretagne)
- 187 – Ligue Communiste Révolutionnaire
- 188 – Militant (Association populaire d'entraide)
- 189 – Union des Familles Laïques (UFAL)
- 190 – Mouvement communiste (Belgique)
- 191 – AFRICA
- 193 – n+1 – Quaderni Internazionali (Italie)
- 194 – Parti Communiste International (Le Proletaire)
- 195 – La Commune et Comité Chômeurs-Salariés d'Alfortville (Val-de-Marne)
- 196 – Prométhée - Gauche Communiste du PCF
- 197 – Amis de Pathfinder
- 198 – Maulwurf, Revolutionäre SozialistInnen (Allemagne)
- 199 – International Bolshevik Tendency-Gruppe Spartakus (Allemagne)
- 200 – SOLIDAL (Solidarité Alternative Algérie)
- 201 – Coordination des Comités Palestine Ile-de-France
- 202 – Rassemblement des Auditeurs contre la Casse de France-Culture (RACCFC)
- 203 – Mouvement contre le Racisme et pour l'Amitié entre les Peuples (MRAP)
- 204 – Comité de soutien à Mumia Abu-Jamal et Léonard Peltier
- 206 – Quaderni Pietro Tresso (Italie)
- 207 – CNT et Secteur international
- 208 – Les Amis de Spartacus
- 209 – Courant Syndicaliste Révolutionnaire (CSR)
- 210 – Parti Ouvrier Révolutionnaire (Bolivie)
- 211 – Partido Obrero (Argentine)
- 212 – Circolo Italia-Cuba Gramma (Italie)
- 213 – Onda Rossa (Italie)
- 214 – L'Internazionale (Italie)



Pour nous rencontrer, pour discuter avec nos militants

La fête de Lutte Ouvrière, c'est aussi bien sûr l'occasion de rencontrer nos militants, de discuter directement avec eux.

Chacun de nos stands est tenu par des camarades de telle ou telle ville, de telle ou telle entreprise bien déterminée ; elle est précisée dans la liste ci-contre, chaque fois que c'est possible.

Et puis, tous ceux qui cherchent à rencontrer nos camarades de telle ou telle région, de telle ou telle ville et ne les auraient pas trouvés, peuvent s'adresser aux stands « Lutte Ouvrière » des différentes zones de la fête. Le contact sera établi !

Les vignettes LO

Si vous avez pris des « vignettes » à l'avance, vous bénéficiez d'une réduction de 20 %. Vous pouvez tout payer avec cet argent Lutte Ouvrière, sauf le tabac payable en euros seulement.

« Lutte Ouvrière – Toute la collection »

Sur ce stand, venez feuilleter les numéros de notre hebdomadaire *Lutte Ouvrière* depuis juin 1968 (et de *Voix Ouvrière* de 1963 à 1968).

Vous pouvez aussi vous procurer des brochures d'articles choisis par année et un répertoire des principaux articles de notre journal.

CHIENNE DE FÊTE

Rien n'est prévu dans la fête pour les chiens, pas même un caniveau, et tout le monde doit quand même pouvoir s'asseoir sur les pelouses.

Alors, propriétaires de chiens, merci de surveiller l'animal de près...

Et puis, pour que la fête reste la fête, les pitbulls et autres chiens d'attaque, même muselés, ne peuvent être admis dans l'enceinte de la fête.

Vous trouverez aussi

- Une crèche pour les tout-petits
- Une « place aux jeunes » pour les moins petits
- Un petit camping

Il n'y a pas de camping aménagé à proximité de la fête et le camping sauvage est interdit. Alors nous avons prévu un emplacement. Mais attention : nous ne pouvons offrir à l'intérieur de la fête qu'une place limitée et des conditions de confort assez rudimentaires. Et nous souhaitons réserver cette place, dans la mesure du possible, à ceux qui viennent de loin...

SORTIE PROVISOIRE

Lorsque vous entrez dans la fête, le coupon du jour de votre carte est ramassé par nos camarades des entrées. Quand vous voulez sortir provisoirement de la fête, demandez-leur le tampon sur le poignet pour que vous puissiez rentrer de nouveau en le présentant.

Si nous faisons notre fête une fois par an, les habitants de Presles y vivent tous les jours et cela fait plusieurs années qu'ils acceptent de nous accueillir. Alors, lorsque vous serez amenés à circuler aux alentours de la fête, respectez les propriétés, les clôtures, les interdictions de stationner. Aidez-nous à faire apprécier notre fête.

- 180 – Association La Riposte
- 181 – League for the Revolutionary Party (New York, États-Unis)
- 182 – Partito Comunista Internazionale – Battaglia Comunista (Italie)
- 183 – Les Amis de la Commune de Paris
- 184 – Socialist Party (Grande-Bretagne)
- 185 – Alliance for Workers' Liberty (Grande-Bretagne)
- 187 – Ligue Communiste Révolutionnaire
- 188 – Militant (Association populaire d'entraide)
- 189 – Union des Familles Laïques (UFAL)
- 190 – Mouvement communiste (Belgique)
- 191 – AFRICA
- 193 – n+1 – Quaderni Internazionali (Italie)
- 194 – Parti Communiste International (Le Proletaire)
- 195 – La Commune et Comité Chômeurs-Salariés d'Alfortville (Val-de-Marne)
- 196 – Prométhée - Gauche Communiste du PCF
- 197 – Amis de Pathfinder
- 198 – Maulwurf, Revolutionäre SozialistInnen (Allemagne)
- 199 – International Bolshevik Tendency-Gruppe Spartakus (Allemagne)
- 200 – SOLIDAL (Solidarité Alternative Algérie)
- 201 – Coordination des Comités Palestine Ile-de-France
- 202 – Rassemblement des Auditeurs contre la Casse de France-Culture (RACCFC)
- 203 – Mouvement contre le Racisme et pour l'Amitié entre les Peuples (MRAP)
- 204 – Comité de soutien à Mumia Abu-Jamal et Léonard Peltier
- 206 – Quaderni Pietro Tresso (Italie)
- 207 – CNT et Secteur international
- 208 – Les Amis de Spartacus
- 209 – Courant Syndicaliste Révolutionnaire (CSR)
- 210 – Parti Ouvrier Révolutionnaire (Bolivie)
- 211 – Partido Obrero (Argentine)
- 212 – Circolo Italia-Cuba Gramma (Italie)
- 213 – Onda Rossa (Italie)
- 214 – L'Internazionale (Italie)

LES CHAPITEAUX SCIENTIFIQUES

■ Sous le chapiteau des expositions

Des expositions

«D'autres planètes... D'autres Terres ?»

«Atmosphère, atmosphère... La planète se réchauffe-t-elle ?

«Quelle insécurité alimentaire ?»

«Plantes alimentaires et évolution des sociétés»

«Les origines de l'Homme»

«La Bible et ses mythes»

«Les sales guerres coloniales de la France sur le continent africain»

Un planétarium avec visites commentées : «L'astrologie, une croyance irrationnelle»

Projection permanente de vidéos scientifiques

Des diaporamas sur ordinateur

Une librairie consacrée à la vulgarisation scientifique

Des exposés-débats, animés par nos invités, connus ou pas encore, dans des domaines aussi variés que l'origine des langues, les risques professionnels, la préhistoire, la paléontologie, l'astrophysique, la neurobiologie, l'agronomie...

DEUX CINÉMAS PERMANENTS

Deux cinémas permanents fonctionneront pendant toute la durée de la Fête. On pourra y voir des films qui ont pu passer en salle mais ne passent plus, ou seulement de façon confidentielle. Au programme de cette année, on peut annoncer :

– *Amen* (de Costa-Gavras),

– *Bloody Sunday* (de Paul Greengrass),

– *Bowling for Columbine* (de Michael Moore),

– *Être ou avoir* (de Nicolas Philibert),

– *Les Lundis au soleil* (de F. Leon de Arnaca),

– *The Magdalena Sisters* (de Peter Mullan),

– *La Folie des hommes* (de

Renzo Martinelli, film sur les responsabilités dans les catastrophes dites «naturelles», ici un barrage en Italie).

Dans la nuit de dimanche à lundi, on projettera :

– *Les Rois du désert* (de David O'Russel)

– *L'Âge de glace* (de Chris Wedge et Carlos Saldanha)

Deux films, projetés au cours de la fête, feront l'objet d'un débat en présence du réalisateur ou de la réalisatrice :

– Samedi, à 18 h 30 : *Zéro défaut* de Pierre Schoeller

– Dimanche, à 17 h 30 : *Parole de Bibs* de Jocelyne Lemarie-Darnaud

■ Débats du chapiteau scientifique

Nous pouvons dès maintenant annoncer la participation de :

Samedi

Pierre BODU, archéologue-chercheur au CNRS :

«L'odyssée de la pierre taillée : réhabilitation des espèces pré-humaines (illustration par des démonstrations de taille du silex)»

Sylvie ROYANT-PAROLA, médecin, vice-présidente de l'Institut du sommeil et de la vigilance : «Le sommeil en questions».

François WIDEMANN, physicien et archéologue, directeur de recherche au CNRS : «Science et histoire des civilisations : la physique peut-elle établir des faits historiques ?»

Philippe LAZAR, directeur de recherche et ancien directeur de l'Inserm et de l'Institut de recherche et du développement : «Bioéthique : questionnements partagés ou normalisation insidieuse ?»

Dimanche

Marcel MAZOYER, ingénieur agronome, professeur à l'Institut national agronomique – Paris-

Grignon et à l'Université de Paris 1 : «La crise agricole et alimentaire dans le monde aujourd'hui».

Stéphane VIVILLE, chercheur à l'Inserm : «Les maladies génétiques, la façon d'en prémunir ses descendants et ...les problèmes éthiques que cela pose parfois».

Arkan SIMAAN, professeur d'histoire et géographie, auteur d'un livre sur : «Les aventuriers de la science ou la science au péril de sa vie».

Léonard GINSBURG, professeur au Muséum national d'histoire naturelle de Paris : «Comment la terre nous renseigne-t-elle sur son passé ? A la recherche des fossiles : comment les trouver ? ; ce qu'ils peuvent nous apprendre du passé de la terre et du nôtre».

Marc PESCHANSKI, neurobiologiste, chercheur à l'Inserm : «Thérapie cellulaire, cellules-souches et clonage : des questions scientifiques mais aussi politiques».

Jacques FOSSEY, secrétaire général du Syndicat national des chercheurs scientifiques (SNCS) : «La recherche scien-

tifique : son rôle dans l'évolution de la société, le rôle des politiques, son financement, et la crise actuelle».

Lundi

Michel CROZON, physicien, directeur de recherches émérite au CNRS : «Les particules intimes de la matière racontent l'histoire de l'Univers».

Pierre BANCEL, linguiste, et **Alain MATTHEY de l'ETANG**, anthropologue (programme «Evolution of human langage», Santa Fe Institute, Nouveau Mexique) : «Survivances du système de parenté ancestrale dans les langues du monde».

André BRAHIC, professeur d'astrophysique à l'Université Paris-VII – Denis Diderot : «Enfants du Soleil, histoire de nos origines : dernières nouvelles d'un jeune Univers».

Marcel GOLDBERG, professeur d'université en Santé publique, et **Hélène IMBERNON**, épidémiologiste : «Travail et santé : les risques professionnels».

■ Sous le chapiteau «Science, on tourne»

«LES GRANDES ÉPIDÉMIES, DE LA PESTE NOIRE AU SRAS»

De la peste noire du 14^e siècle, la plus meurtrière de tous les temps, à l'épidémie actuelle de pneumopathie atypique, en passant par la variole, le choléra, la grippe espagnole et le SIDA, les spectateurs pourront faire le tour, au sens propre, de grandes épidémies qui ont marqué l'histoire de l'humanité.

DES DÉBATS ANIMÉS PAR DES HISTORIENS, DES ÉCRIVAINS OU DES MILITANTS D'ASSOCIATIONS

Différentes personnalités, des historiens ou des auteurs, des militants ou militantes de diverses associations, viendront animer des débats autour de leurs derniers ouvrages ou des activités dans lesquelles ils sont engagés.

Anthony ARNOVE, militant américain contre la guerre, qui a rassemblé les textes de divers auteurs, notamment Noam Chomsky et Howard Zinn, sous le titre *L'Irak assiégé : les conséquences mortelles de la guerre et des sanctions*.

Lina DEBRAYE, secrétaire générale adjointe de la FNATH (Fédération nationale des accidentés du travail et des handicapés).

Thierry DISCEPOLO, éditeur de l'ouvrage de Howard Zinn, *Une Histoire populaire des États-Unis* (Agone).

Jean-Paul GOUTEUX, auteur de *La Nuit rwandaise* (Esprit frappeur), *Un génocide sans importance* (Tahin Party).

Jean-Yves LE NAOUR et **Catherine VALENTI**, auteurs de *Histoire de l'avortement* (Seuil).

Pierre-Jean LUIZARD, chercheur au CNRS, auteur de *La Question irakienne* (Fayard).

Gérard DELTEIL, **François MURATET**, **Francis ZAMPONI**. Tous trois sont des auteurs de romans policiers.

Maurice RAJSFUS présentera

son dernier livre, *1953, un 14 juillet sanglant à Paris*, consacré à un événement oublié : une manifestation algérienne durement réprimée à Paris.

François RUFFIN, auteur de *Les Petits Soldats du journalisme* (Arenes) et **Pierre RIMBERT** de *PLPL* (*Pour Lire Pas Lu*).

Alain RUSCIO, auteur de *Que la France était belle au temps des colonies* (Maisonneuve).

Michèle SIBONY (co-auteur avec Michel Warszawski du livre *A contre chœurs, les voix dissidentes en Israël*), **Denis SIEFFERT** (co-auteur avec Joss DRAY du livre *La Guerre israélienne de l'information*), **Marcel-François KAHN** (membre du Collectif judéo-arabe pour une paix durable au Proche-Orient) et **Olivia ZEMOR** (présidente de la

Coordination des appels pour une paix juste au Proche-Orient), animeront un débat sur le thème : *Une paix juste est-elle encore possible au Proche-Orient ?*

Michel WARSCHAWSKI, auteur de *Sur la frontière, A tombeau ouvert*, deux ouvrages consacrés à la crise de la société israélienne.

Julia WRIGHT, **Jacky HORTAULT** débattront sur la situation de Mumia Abu-Jamal, **Léonard Peltier**, et les nouvelles lois répressives aux USA.

Jean-Michel KRIVINE et l'accordéoniste **Christian BASSOUL** feront chanter des chants révolutionnaires.

POUR VENIR DES DIFFÉRENTES VILLES...

La fête de Lutte Ouvrière est également un rassemblement national de nos camarades, amis et sympathisants. Des cars et des trains leur permettent de se rendre à Presles à partir de leur région. Nous annoncerons ici les rendez-vous de départ au fur et à mesure qu'ils seront connus. Tous les départs annoncés dans cette première liste ont lieu le samedi 7 juin (sauf mention spéciale). Les transports sont, selon les cas, des autocars ou le train.

Bretagne

Brest : 4 h 30, gare SNCF.

Lanester : 5 heures, place de l'Aulne.

Rennes : 7 h 30, parking métro Poterie.

Saint-Brieuc : 6 heures, place de la Liberté.

Centre

Bourges : 6 heures, parking du Centre nautique.

Châteauroux : 6 h 30, parking de l'Escale.

Limoges : 5 heures, parking Haut-du-Champ-de Juillet.

Montargis : 7 h 30, place du

Pâtis (devant la poste).

Nevers : 6 h 30, Maison de l'Agriculture.

Orléans : 8 heures, centre commercial Émile-Zola.

Tours : 7 h 45, gare routière.

Vierzon : 7 h 15, parking stade Robert-Barran.

Est

Belfort : 7 h 15, hall départ gare SNCF.

Besançon : 6 h 45, place Battant.

Lure : 7 h 30, hall départ gare SNCF.

Metz : 8 h 30, hall départ gare SNCF (réservations au 03 87 32 84 61).

Mulhouse : 6 h 15, hall départ gare SNCF.

Nancy : 8 h 45, hall départ gare SNCF (réservations au 03 83 28 49 75).

Reims : 8 heures, parking Clairmarais (derrière la gare SNCF – renseignements au 03 26 47 50 17).

Strasbourg : 7 h 30, hall départ gare SNCF.

Vesoul : hall départ gare SNCF.

Pays de Loire

Angers : 7 h 30, place de La Rochefoucauld.

Le Mans : 8 heures, jet d'eau, place des Jacobins.

Nantes : 7 heures, parking Haluchère.

Saint-Nazaire : 6 heures, parking gare SNCF.

Poitou-Charentes

Châtelleraut : 6 h 30, devant la mairie.

Poitiers : 6 heures, aux Arènes (Parc des Expositions).

Auvergne

Clermont-Ferrand : 7 heures, gare routière

Nord-Pas-de-Calais

Lille : samedi 7 juin à 7 heures et 9 heures, métro Ported'Arras ; dimanche 8 juin à 7 heures, métro Ported'Arras

Dunkerque : samedi 7 juin à 8 heures, parking du stade Tribut ; dimanche 8 juin à 6 heures, parking du stade Tribut.

Rhône

Lyon : 5 h 30, angle boulevard Ambroise-Paré et rue Laënnec.

... ET POUR VENIR DEPUIS PARIS

Le plus simple est de se rendre à la Fête en autocar, en empruntant les navettes gratuites qui effectueront leur service permanent entre Paris et la Fête, aller et retour.

Attention ! Depuis Paris, le

départ ne peut plus se faire au même lieu que les années passées. Il se fera désormais au **métro Saint-Denis Université (terminus de la ligne 13)**. On peut donc venir jusque-là en métro (ou en voiture), puis

prendre l'une des navettes gratuites qui conduisent à l'entrée même de la fête.

Le train (payant), depuis la gare du Nord jusqu'à la gare de Presles, vous dépose à environ 900 mètres de la fête.

RETRAIT DES PROJETS SUR LES RETRAITES ET LA DÉCENTRALISATION

Le mouvement des personnels de l'Éducation nationale tient bien. Par sa durée, par le nombre de grévistes, le nombre de manifestants qui se retrouvent dans les cortèges, il constitue la principale composante de la large contestation contre les projets antiouvriers du gouvernement. C'était le cas le dimanche 25 mai, mais deux jours plus tard, dans les manifestations du 27 mai, aussi importantes, voire plus que celles du 17 mai. La détermination n'a pas faibli, au contraire, puisque le mouvement s'est étendu dans certaines régions. Et cela malgré les tentatives de diversion du gouvernement, soufflant un peu le chaud, mais surtout le froid.

La semaine précédente, Xavier Darcos laissait entendre que le gouvernement pourrait réaménager le calendrier d'application de la décentralisation. Deux heures plus tard, Luc Ferry déclarait qu'il n'en était nullement question. Alain Juppé, mettant à profit le fait qu'il ne soit plus au gouvernement, évoquait la possibilité que le gouvernement lâche du lest sur cette décentralisation pour dire quelques jours plus tard que Raffarin devait tenir ferme.

Ces manœuvres montrent que l'ampleur de la protestation, révélée par le mouvement dans l'Éducation nationale mais aussi par les grèves et les manifestations du 13 mai, ont mis le gouvernement dans un embarras qu'il a du mal à masquer, alors que jusqu'à présent il croyait que tout lui était permis face à une opinion ouvrière et populaire ané-

thésisée. Mais pour le moment il ne cède sur rien, sauf sur des détails insignifiants. Et encore moins sur les retraites. Et si la possibilité qu'il cède un peu plus sur la décentralisation est évoquée ici ou là, ce serait une manœuvre pour tenter de faire cesser le mouvement dans l'Éducation, afin que le gouvernement ait les mains libres pour faire passer le plan Fillon de démantèlement des retraites. Mais pour qu'un tel calcul fonctionne, encore faudrait-il que les grévistes et les direc-

tions syndicales de l'Éducation nationale acceptent ce piège. Mais justement les grévistes s'y refusent et, pour l'instant au moins, les dirigeants syndicaux aussi, si l'on en croit leurs prises de positions qu'il

chausser les bottes de Juppé. Car il faut et il est possible de lui imposer le même sort.

Le mouvement social, dont le personnel de l'Éducation nationale constitue actuellement le fer de lance, a le moyen



s'agisse de ceux de la FSU ou de ceux de SUD, au lendemain de la déclaration de Raffarin à l'issue du Comité interministériel consacré à l'éducation.

La fermeté affichée par Raffarin à cette occasion est de bonne guerre, mais pas forcément efficace. En 1995, Juppé déclarait avec arrogance qu'il restait « droit dans ses bottes », quelques jours seulement avant d'être contraint de remballer son projet de remise en cause des retraites dans la Fonction publique. Raffarin choisit le risque d'avoir à

de le faire. Raffarin, Fillon et d'autres avaient prétendu vouloir passer en force. Mal leur en a pris. Ils ont à affronter un mouvement ample et puissant. Les déclarations de Fillon au soir de la manifestation du 25 mai, et celles de Raffarin à la suite de celle du 27 mai n'ont fait que renforcer la colère et la détermination des grévistes.

Les conditions existent pour les faire remballer leurs projets.

Jean-Pierre VIAL

Dimanche 25 et mardi 27, les manifestations de Marseille ont été imposantes. Comme disent les manifestants, « on n'est pas fatigués ! »

En effet la manifestation de mardi regroupait cinq fois plus de monde que celle du dimanche, l'avant-veille. Dimanche 25, en descendant la Canebière par un beau soleil, direction le Vieux Port puis la place Sadi-Carnot, les manifestants, surtout des salariés de l'Éducation nationale, déployaient de nombreuses

banderoles de leurs collèges, lycées ou écoles, faisant preuve d'une belle vitalité.

Mardi 27, aussi nombreux que le 13 mai, les manifestants brandissaient les banderoles de multiples entreprises dont bon nombre du privé : Sollac Fos, Nestlé, Rivoire et Carret, Haribo. On voyait aussi celles de la RTM, (Régie des Transports de Marseille), des Impôts, de nombreux hôpitaux : Nord, La Conception, La Timone, Edouard Toulouse,... Les enseignants formaient encore 40 % du cortège, et la partie la plus animée. Il fallut une belle énergie pour parcourir le trajet depuis le Vieux Port jusqu'au Rond-Point du Prado, dans les quartiers cossus. Quant aux manifestants qui, derrière les banderoles CFDT, exprimaient leur totale opposition avec la signature de leur direction, ils fermaient pratiquement la marche mais furent attendus et applaudis de bon cœur.

La grève des transports en commun, mardi 27, était quasi totale, métros et bus étaient très rares.

Martinique, Guadeloupe : LA MANIFESTATION DU 26 MAI

La journée du lundi 26 mai a été marquée en Martinique et en Guadeloupe par de nouvelles manifestations contre le projet de réforme des retraites de Raffarin et les méfaits de la décentralisation sur les personnels, en particulier ceux de l'Éducation nationale.

A Fort-de-France près de 500 enseignants ont manifesté devant le rectorat. La mobilisation dans les écoles, lycées et collèges s'est renforcée. Aujourd'hui près de 80 % des établissements scolaires sont fermés suite à la grève reconductible depuis le 19 mai. Cette mobilisation est assurée par l'intermédiaire des syndicats CGTM, FSU, CDMT-éducation, UNSA, SNETAA, FO. A l'exception des syndicats nationalistes CSTM et UGTM.

Les enseignants sont décidés à aller jusqu'au bout de leur grève en refusant d'assurer les examens, à l'exception des classes de prépa et de BTS où ils laissent se terminer les épreuves déjà commencées. La

détermination se renforce. Les syndicats ont appelé à d'autres grèves et manifestations à partir du 3 juin.

A Pointe-à-Pitre, plusieurs établissements demeurent fermés mais en moins grand nombre. Les personnels du lycée agricole sont en grève illimitée et le lycée est fermé. La manifestation du lundi 26 a rassemblé environ 2000 personnes dans les rues de Pointe-à-Pitre avec les syndicats CGTG, CTU, CFTC, FO notamment. Les personnels Atoss (agents techniques) étaient bien représentés dans la manifestation, ainsi que les personnels des douanes, les pompiers et un certain nombre de salariés du privé. Moins importante et déterminée que la manifestation du 13 mai, celle du 26 a néanmoins montré qu'un bon nombre de travailleurs sont toujours décidés à faire reculer le gouvernement.

Enseignants :

Lutte Ouvrière sous le feu de la critique... du Monde

Le Monde daté du 25 mai, dans un long article consacré au rôle des militants de Lutte Ouvrière dans la grève des enseignants est finement intitulé : « Certains grévistes critiquent l'attitude de Lutte Ouvrière – Ce Parti est suspecté de vouloir contrôler la coordination nationale des enseignants ».

Ce journal s'appuie principalement sur une déclaration de Pierre Sigalas, l'un des responsables fédéraux du syndicat Sud-Education.

Bien entendu, les organisations syndicales comme Sud voient d'un mauvais œil un mouvement contrôlé par la base et souhaiteraient que la grève ne soit dirigée que par les organisations syndicales, réunies ou pas en intersyndicale. Pour eux, les assemblées de grévistes ou les coordinations ne doivent être là que pour servir de caution aux appareils.

Si la citation que fait Le Monde de ses déclarations est exacte – ce qui, bien qu'elles figurent en italiques et qu'elles soient entourées de guillemets, n'est jamais certain dans les modèles journalistiques d'aujourd'hui – Sigalas, après avoir salué le rôle des militants de Lutte Ouvrière au début du mouvement, aurait déclaré que cela se serait gâté à partir du 13 mai : « Le soir du 13 mai, on s'est réuni et on a été plusieurs à suggérer une assemblée générale interprofessionnelle, c'est-à-dire élargie aux autres secteurs. Et là, on a vu les militants de LO combattre en groupe la proposition. On a déduit qu'il y avait un enjeu pour eux et qu'ils avaient peur d'être dilués ».

Les « autres secteurs », c'étaient d'autres professions, en grève ou pas, et selon Sigalas, il aurait sans doute été plus juste de faire discuter de la grève des enseignants par une assemblée où les enseignants n'auraient pas été forcement les plus nombreux et où les participants n'auraient pas été, par définition, représentatifs des enseignants en lutte.

Mais ce qui est curieux, c'est qu'un peu plus loin, Le Monde fait dire à ce dirigeant du syndicat SUD, à propos de la coordination nationale : « On arrive à des aberrations où le vote de 50 militants de LO d'Ile-de-France, qui assistent à toutes les réunions, a plus de valeur que celui de quatre représentants de Toulouse qui représentent pourtant 500 ou 600 personnes en grève ».

Il faut croire que Sud et les militants appartenant à d'autres organisations que LO, politiques ou pas,

n'avaient pas beaucoup de grévistes de l'Ile-de-France dans la salle. Il affirme en effet : « LO a bourré la salle. Sur 400 personnes présentes, on s'est retrouvés avec plus de 200 participants de la région parisienne, dont une centaine de cette organisation, qui ont fait repousser le mandatement ».

Ce syndicaliste a une curieuse façon de compter. S'il y avait une centaine de sympathisants de LO sur 400 personnes présentes, ce n'est pas exactement « bourrer la salle » et il y a quand même les trois-quarts des personnes présentes qui auraient pu suivre les propositions paraît-il démocratiques soutenues par ce représentant d'un appareil syndical... et qui, il faut croire, ne l'ont pas fait.

Ce n'est pas LO qui agit dans cette grève, ce sont les grévistes, dont des militants ou sympathisants de LO qui ne sont pas les plus nombreux, loin de là. Nos camarades sont nombreux dans cette lutte, mais au point de bourrer des assemblées de plusieurs centaines de personnes, c'est nous faire beaucoup d'honneur.

Nos camarades ne sont pas du tout opposés à l'élection de représentants des divers secteurs en lutte pour les coordinations nationales. Par contre, ils le sont dans le cas des coordinations locales ou départementales car là, il est tout à fait possible techniquement que tout le monde participe.

Mais la base de la désignation de représentants aux coordinations nationales est tellement difficile à définir que ses partisans s'affrontent pour trouver un système qui les satisfasse tous. Cela aboutit à des discussions sans fin qui lassent les participants et qui se terminent devant des salles qui se vident. C'est cela que nous combattons, car pour nous il est nécessaire, avant tout, d'élargir le mouvement à la base, dans l'unité, d'éviter les affrontements inutiles et ridicules. D'autant plus que la coordination nationale ne dirige pas vraiment l'ensemble de ce mouvement.

Par contre, il est nécessaire que les grévistes se réunissent dans des coordinations locales, à la base, sans créer d'appareil local qui cristallise et remplace le nécessaire contrôle de la base sur son propre mouvement.

C'est sans doute cela que certains permanents syndicaux ne peuvent pas supporter. Et bien sûr, ils trouvent l'oreille complaisante de journalistes qui montrent tout à leurs lecteurs par le petit bout de la lorgnette.

DANS LE TRANSPORT AÉRIEN

À la manifestation nationale à Paris du 25 mai, il y avait plusieurs centaines de salariés d'Air France (plus que lors des précédentes) et également des contrôleurs aériens, certains venus de province.

Le lendemain, lundi 26, la CGT, SUD et le SNEMSAC (un syndicat corporatiste) ont appelé à un débrayage d'une demi-journée dans les ateliers d'Air France Orly-Nord, ainsi qu'à l'escale d'Orly pour les personnel Air France des deux aéroports (mais rien à Roissy). Le débrayage a rassemblé plusieurs centaines de salariés à Orly-Nord, renforcés par des enseignants et hospitaliers des communes avoisinantes, pour aller ensuite rejoindre leurs camarades des aéroports, en cortège... et en bloquant le trafic sur la très passante natio-

nale 7. Ce débrayage et cette manifestation étaient un peu plus importants que ceux du lundi précédent, sans doute parce que cette fois-là, les syndicats d'Orly-Nord – qui n'avaient rien prévu dans la foulée de la manifestation du 13 mai – n'avaient accepté que du bout des lèvres et en se faisant forcer la main par des travailleurs, ce qui leur avait valu un rappel à l'ordre de la Fédération CGT du transport aérien, d'appeler à une demi-journée de grève pour rejoindre la manifestation des fonctionnaires du 19 mai.

Chez les contrôleurs aériens, ce n'est pas pour le lundi 26... mais pour le mardi 27 mai qu'un préavis de grève avait été déposé par la CGT, rejointe par plusieurs syndicats. Cette grève, comme prati-

quement à chaque fois, a paralysé une bonne partie du trafic aérien, bien que le gouvernement réquisitionne une partie du personnel et bien que, régulièrement, par ignorance et surtout par hargne anti-gréviste, la droite et certains médias demandent l'instauration d'un « service minimum »... qui existe déjà !

Bien des travailleurs, et d'abord ceux qui ont manifesté le 25 mai, se disent que ce serait le moment de s'y mettre tous ensemble, chez les contrôleurs aériens comme parmi le personnel au sol d'Air France. Cependant, les directions syndicales n'annonçaient pas d'appel à faire grève ou manifester avant les 2 ou 3 juin.

Correspondant LO



Le Mans (Sarthe) DANS L'ÉDUCATION, LE MOUVEMENT CONTINUE ET S'AMPLIFIE

Dans la Sarthe la semaine du 19 au 25 mai a encore été marquée par d'énormes manifestations de l'Éducation nationale, largement soutenues par d'autres secteurs du public. A chaque fois ces manifestations sont suivies d'assemblées générales de plus de 500 personnes qui décidaient de reconduire la grève.

Lundi 19, il y avait 8 000 personnes dans les rues et de nombreux communaux décidaient de nous rejoindre dans la grève. Mercredi 21 a été lancée la première édition des « 24 heures du Mans de manifestation ». Pendant 24 heures, des cortèges se sont succédé sur un circuit du centre-ville balisé pour l'occasion. Circuit fort difficile avec son virage Fillon, sa ligne droite Chirac (avec une

pente dangereuse à 82 %), son dos d'âne Raffarin et sa très glissante épingle Seillière. Toute la nuit, entre 200 et 300 manifestants ont ainsi manifesté.

Le lendemain, jeudi 22, une manifestation de plus de 3 000 personnes est venue prendre le relais sur le circuit et ces 24 heures se sont terminées dans une ambiance à tout casser.

Dimanche 25, évidemment, nous étions plusieurs milliers à monter à Paris où nous n'avons pu avancer que de 200 mètres avant de devoir retourner prendre les cars et les trains.

Enfin, mardi 27, alors que les syndicats départementaux n'appelaient que le secteur public, nous étions encore entre 8 000 et 9 000 dans la rue. Puis nous sommes allés

devant Renault où la CGT avait appelé à un débrayage de trois heures et avait organisé un immense pique-nique.

Pendant plus de deux heures nous avons mangé et chanté nos slogans. L'entrée de l'équipe d'après-midi de Renault s'en est trouvé bien perturbée.

Un peu partout dans le département ont lieu des assemblées de secteurs d'où partent beaucoup d'initiatives. Déjà beaucoup de diffusions de tracts devant les entreprises ont été faites sur les raisons de notre grève et l'intérêt de se battre ensemble aujourd'hui public et privé. L'accueil des travailleurs est chaleureux, enthousiaste et beaucoup le disent : il est temps de s'y mettre.

SNCF

La presse, la radio, la télévision, ne cessent de seriner que les régimes spéciaux de retraite, comme ceux des cheminots, ne sont pas concernés par la réforme Raffarin-Fillon... « ce qui ne veut pas dire qu'on ne touchera jamais au



LES CHEMINOTS NE DOIVENT SE LAISSER NI DIVISER NI ISOLER !

régime de retraite de la SNCF», s'est empressé de préciser Louis Gallois, président de la SNCF. On le savait déjà mais cela confirme qu'au-delà de ce que raconte ou pas la presse, les gouvernants sont bien décidés à aligner par le bas, tôt ou tard, tous les systèmes de retraite. Et s'ils essayent de faire prendre des vessies pour des lanternes aux cheminots, c'est seulement parce qu'ils ont peur d'une conjonction du mécontentement des personnels de l'Éducation nationale et de celui des travailleurs des transports en commun, SNCF, RATP, etc., pour ne pas parler des travailleurs des entreprises privées.

Reste que les manœuvres du gouvernement, du président de la SNCF Louis Gallois, et des fédérations syndicales se sont accentuées ces derniers jours autour de la grève reconductible annoncée pour le 3 juin prochain à la SNCF.

Vendredi 23 mai, Louis Gallois s'est adressé par courrier interne aux 170 000 cheminots afin de leur expliquer qu'il n'y avait pas de quoi fouetter un chat dans la réforme annoncée et surtout,

chaque journée nationale de grève coûtant 20 millions d'euros, pas de quoi se mettre en grève ! Et puis, explique-t-il, les effectifs ayant beaucoup baissé, les retraites de ceux qui restent pourront être payées sans problème et le régime spécial ne pas être trop tôt sur la sellette ! Voilà les mensonges avec lesquels la direction SNCF compte embrouiller les cheminots.

Quant aux fédérations syndicales cheminotes, CGT, CFDT (en désaccord avec la Confédération), Sud-Rail, CFTC, UNSA et FGAAC (syndicat catégoriel des agents de conduite), à l'issue de leur réunion au soir du mardi 20 mai, lendemain de la grande manifestation du 19, elles étaient tombées d'accord sur l'échéance du 3 juin, comme devant marquer le début d'une grève reconductible... si d'ici là, le gouvernement ne fait pas des gestes prétendus « forts » en direction des cheminots et de leur régime de retraite.

Mais il n'a pas fallu attendre bien longtemps pour qu'au lendemain de la manifestation du dimanche 25 mai, la FGAAC décide de se retirer de

l'appel à la grève du 3 juin sous prétexte qu'elle aurait reçu des garanties de la part de la direction de la SNCF quant aux retraites des agents de conduite. Heureusement, il n'est pas dit que les agents de conduite se laissent endormir par les propos lénifiants et surtout mensongers de la direction de la SNCF, relayée par la direction de la FGAAC, et qu'ils ne se retrouvent pas au coude à coude avec les autres cheminots pour dire « non » aux projets du gouvernement. En tout cas, la politique de Raffarin et de Fillon, avec la complicité de certaines fédérations syndicales, est claire : il s'agit de diviser pour affaiblir et morceler le mécontentement et les réactions des travailleurs.

Du côté des autres fédérations cheminotes, en particulier de la plus influente d'entre elles, la CGT, la perspective est la préparation de la mobilisation du 3 juin. Seulement l'objectif mis en avant n'est pas le retrait pur et simple des projets Raffarin-Fillon mais l'ouverture de « véritables négociations » comme l'a dit, redit et répété Bernard Thibault pour la CGT, en particulier

dans la manifestation du 25 mai dernier. Est-ce là une façon de signifier qu'au cas où Raffarin ferait un pas en ce sens, les fédérations des cheminots, y compris la CGT, pourraient préparer le renvoi de toute action vers un futur indéterminé ?

Alors que les attaques frappent l'ensemble des travailleurs de ce pays, alors que la mobilisation des personnels de l'Éducation nationale ne faiblit pas et au moment où il est nécessaire de faire converger tous les mécontentements et toutes les mobilisations vers une riposte générale du monde du travail, les directions syndicales semblent loin de la fermeté qui serait nécessaire face au gouvernement. Bien des cheminots en sont conscients et cela suscite de nombreuses discussions. Il dépend des travailleurs eux-mêmes de ne pas se laisser lanterner, comme il dépend de leur détermination de prendre en main leur avenir et de refuser, par la grève et par la lutte « tous ensemble », la casse de leurs retraites.

Lucienne PLAIN

Assistance Publique Hôpitaux de Paris

Depuis le 13 mai, le personnel des hôpitaux de l'Assistance Publique-Hôpitaux de Paris (AP-HP) participe au mouvement contre le plan Fillon. Ce jour-là, selon les propres chiffres de la direction générale, 50 % du personnel s'était déclaré en grève, et 4 000 agents manifestaient dans la rue. Depuis, le mouvement continue, sous des formes diverses.

Dans certains établissements (Necker, Henri-Mondor, Saint-Antoine, La Salpêtrière, Beaujon) des assem-

blées générales votent la grève reconductible. Qu'elles soient quotidiennes ou se tiennent avant et après les temps forts, elles regroupent une minorité bien décidée, qui a la sympathie de ceux qui n'y viennent pas, réquisitionnés ou simplement coincés par le travail dans leur service.

Le manque d'effectifs est tel qu'il est difficile aux soignants de se libérer, d'autant que les directions réquisitionnent préventivement, en dépit du bon sens et largement au-dessus du minimum des weekends. De plus, il y a peu de services où les médecins acceptent de différer le programme non-urgent, même pour les

journées nationales de manifestations.

Mais partout, dans les tournées de services, les grévistes rencontrent la sympathie pour le mouvement, l'inquiétude et la colère contre les attaques sur les retraites.

Les syndicats dirigent ce mouvement avec des différences marquées. Pour la CGT, ni l'Union des Syndicats de l'Assistance Publique, ni la Fédération Santé ne se montrent déterminées et enthousiastes pour le mouvement ; suivant les responsables locaux, la CGT se montre donc active, comme à Beaujon et Necker, ou carrément en retrait, comme à Saint-Antoine et à l'Hôtel-Dieu.

L'AGITATION MONTE CONTRE LE PLAN FILLON

Depuis le début, les hospitaliers ont les yeux fixés sur le mouvement des enseignants, et aussi sur la SNCF et la RATP. Nombre de militants CGT sont inquiets ou mécontents du manque de fermeté de la Confédération. « La SNCF et la RATP le 3 juin, pourquoi pas le 3 décembre ? » disait un militant CGT.

Heureusement, cela ne tue pas l'ambiance qui, sans être à la lutte acharnée, est au rejet unanime du plan Fillon. De quoi espérer que le personnel de l'AP s'engage de plus en plus dans la grève dans les jours à venir.

Correspondant LO

RATP

EN GRÈVE LE 3 JUIN

Dans le métro parisien, le travail a repris normalement après la grande manifestation du dimanche 25 mai. D'ailleurs les syndicats n'avaient pas déposé de préavis de grève pour le lundi 26, sauf dans les autobus. Lors de la manifestation de ce dimanche, le cortège RATP a regroupé de nombreux manifestants dont beaucoup de banderoles réclamaient le retrait du plan Fillon-Raffarin.

En ce début de semaine, les discussions dans les terminus portaient surtout sur la nouvelle lettre envoyée à tous les agents par la PDG, Idrac, qui sur le fond n'apporte rien de bien nouveau. A la lire, nous ne serions pas concernés par la réforme des retraites, et donc nous aurions quelques années tranquilles devant nous. Autrement dit, elle nous promet une réforme d'ici quelques années... et peut-être même avant. Il était impossible de comprendre autrement le contenu de sa lettre, qui n'était pas fait pour nous rassurer.

Pour leur part, les syndicats ont été reçus par le cabinet du ministre des Transports, qui lui aussi s'est fendu d'une lettre pour « rassurer » : le rapport démographique entre actifs et retraités restant stable ces prochaines années, pas de problème pour le montant des retraites.

Si bien peu d'agents ont été convaincus par ces courriers, des syndicats ont par contre fait semblant de croire à la sincérité de la direction et du gouvernement et ont retiré leurs préavis de grève prévus pour le 3 juin. C'est le cas de la CFTC, du syndicat autonome, affilié à l'UNSA et assez important au réseau ferré. La CFDT était déjà hors du coup. La CGT quant à elle maintient son préavis qui devrait être déposé sous forme reconductible.

La plupart des agents voient bien toutes les manœuvres syndicales mais sont prêts à partir en grève, bien que beaucoup regrettent que la grève reconductible n'ait pas été encouragée par les syndicats dès le lendemain de la manifestation du 13 mai.

Alors, le fait que la grève s'inscrive dans un mouvement de protestation qui pourrait être fort large peut faire reculer le gouvernement. En tout cas, cette réforme est tellement grave pour l'avenir qu'il n'y a pas d'autre solution que de se battre pour son retrait.

Correspondant LO

Alstom (Belfort)

Suite au rachat de la branche énergie du groupe helvético-suédois ABB en 2000, Alstom avait réduit ses effectifs de 10 000 à travers le monde dans le nouveau secteur énergie ABB-Alstom.

A Belfort, cette réduction d'effectifs avait touché 590 personnes. Quelque 300 personnes ont été reclassées en interne, pour la plupart sur le site de Belfort. Mais encore aujourd'hui, quelque 150 de nos anciens camarades de travail pointent toujours à l'ANPE à la recherche d'un hypothétique emploi.

Il y a quelques semaines, Alstom annonçait pour ce même secteur énergie la suppression de 3 000 postes sur 10 000 en Europe, dont 1 294 en France. C'est le 19 mai que la direction France annonçait la répartition : 610 à Belfort, 350 à La Courneuve, 125 à Grenoble, 120 à Levallois, 85 au siège.

A Belfort, ce fut la consternation car, pour les secteurs concernés, les licenciements annoncés correspondent à près de la moitié des effectifs. Et déjà la direction reprend les mêmes discours qu'il y a deux

ENCORE UNE VAGUE DE LICENCIEMENTS

ans : « Il y aura une solution individualisée pour chacun » ou « ce sera mieux que le dernier plan ». Un discours qui, s'il a quelque peu marché il y a deux ans, aujourd'hui ne prend pas du tout. Chacun voit bien qu'avec la montée du chômage

dirigeants du grand groupe Alstom et qu'il faut se tourner vers les collectivités locales pour accompagner les plans. Autrement dit, n'attendons rien du gouvernement et que l'argent public serve à aider Alstom à licencier.

dernier plan de licenciements ? A rien. Et aujourd'hui, bien peu de travailleurs attendent quelque chose de ces gens-là.

Vendredi 23 mai, les syndicats ont appelé à un débrayage d'une demi-heure sur l'ensemble du site. Nous étions 500 à nous rassembler pour ce premier geste de protestation. Les syndicats préparent une journée de grève et de manifestation à l'intérieur de l'usine pour le 5 juin, veille de la réunion du comité de groupe Alstom France où la direction risque bien d'annoncer d'autres licenciements dans le secteur ferroviaire. En effet, le PDG Kron veut doubler son « taux de profitabilité » pour atteindre 7 %, et pour cela il voudrait

réduire encore les effectifs alors même que la SNCF va passer une commande de 800 locomotives. On ne peut être plus clair, Alstom décide en fonction de l'impératif de faire du profit et non en fonction du besoin de fabriquer des turbines, des alternateurs, des trains et des bateaux.

La participation importante des « Alstom » aux manifestations des 13 et 19 mai montre que peut-être le climat est en train de changer. Et nous sommes de plus en plus à penser que même si l'on n'est pas sûr de gagner en se battant, on est sûr de tout perdre si on ne se bat pas.

Correspondant LO



Les travailleurs de l'Alstom confrontés à un plan de licenciements après l'autre. Ici, manifestation du 23 mai 2000.

il n'y a pas de perspective d'emploi dans la région, ni même ailleurs.

Face à l'émotion soulevée, les politiques ont réagi à leur manière. Les députés de droite ont interpellé le gouvernement qui a répondu par Francis Mer qu'il faut faire confiance aux

Chevènement, maire de Belfort, y va aussi de son couplet en réunissant un conseil municipal extraordinaire pour faire adopter des déclarations aussi pompeuses qu'inefficaces.

A quoi tous ces hommes politiques ont-ils servi lors du

Faïencerie Sarreguemines Bâtiment (Vitry-le-François – Marne)

LE TRIBUNAL DE COMMERCE SOUTIENT LES LICENCIÉS

L'emploi des travailleurs de la Faïencerie de Vitry-le-François ne tient plus qu'à un fil. En redressement judiciaire depuis le dépôt de bilan de janvier 2002, à ce jour la seule offre de reprise présentée a été repoussée par le tribunal de commerce de Paris, jeudi 22 mai, qui a demandé une nouvelle proposition d'ici au 19 juin.

Le tribunal de commerce (dont les juges sont des patrons) s'est rangé aux exigences de la famille Fenal, actionnaires de l'entreprise.

Ce sont ceux-là qui ont décidé de liquider l'entreprise et les 350 emplois. Ce n'est pas parce que l'entreprise va mal : même après le dépôt de bilan, elle continue à produire des sanitaires à des cadences folles, et les chefs font venir travailler les samedis en heures supplémentaires. Depuis des années, des sommes colossales ont été prélevées de l'entreprise pour alimenter la société-holding FSDV cotée en Bourse, sous forme de loyers, de services informatiques, de frais de siège, etc. Et s'il n'y avait pas ce détournement réclamé par les actionnaires pour leur holding,

l'entreprise aurait encore fait du profit en 2002 malgré le dépôt de bilan !

Les actionnaires, après avoir fait des profits colossaux, préfèrent maintenant se débarrasser de l'usine et faire une belle opération immobilière : les terrains sont situés près de la gare et peuvent rapporter une coquette somme.

Le seul plan de reprise émane du directeur actuel de l'entreprise qui a trouvé l'appui d'un financier américain, qui s'est notamment illustré en faisant fermer récemment la fonderie d'Autun. Le plan prévoit le maintien de 327 emplois, en fait sans aucune garantie pour l'avenir.

Des garanties, ce n'est pas pour les travailleurs que le tribunal en a réclamé, mais pour les actionnaires. Et s'il a refusé le plan, c'est parce qu'il ne satisfaisait pas les « conditions suspensives » édictées par les actionnaires liquidateurs.

Ainsi, non seulement ces patrons voyous, après avoir pompé le fruit de la richesse des travailleurs et celui des collectivités locales qui les ont subventionnés, peuvent du jour au lendemain décider de fermer une usine, mais le tribu-

nal veille à ce qu'ils le fassent avec le maximum de profit !

Cinquante travailleurs de l'usine étaient venus assister à l'audience du tribunal et ont hué les actionnaires à l'annonce du résultat. Le lendemain, aux piquets de grève, aucun travailleur ne rentrait et à 7 heures une assemblée générale était organisée à l'appel des syndicats CGT et FO de l'entreprise. Puis tous les travailleurs, y compris les chefs, sont allés manifester dans la ville.

Encore le lendemain, une assemblée de 60 personnes a eu lieu dans l'usine à l'appel de FO pour faire le point et envisager d'autres actions.

C'est la première fois depuis 1979 qu'il y a une grève. Il faut dire que, depuis le dépôt de bilan, les chefs et la CGT locale ont pesé de tout leur poids pour empêcher que les travailleurs ne s'expriment.

Aujourd'hui la preuve est faite que ce n'est pas en se taisant mais au contraire en montrant leur colère auprès de tous, patrons et pouvoirs publics, que les travailleurs pourront se faire entendre.

Correspondant LO

France Télécom (Lyon)

HARCÈLEMENT AU TRAVAIL

Le 21 mai, le syndicat des Télécoms du Rhône a tenu une conférence de presse pour dénoncer la gestion du personnel pratiquée par la direction de France Télécom.

Le suicide d'un militant CGT, en décembre, a amené ses proches et le syndicat à porter plainte contre X et contre cette entreprise. Ce suicide avait alors soulevé une vive émotion : le lendemain 400 personnes s'étaient rassemblées pour rendre hommage à ce travailleur.

Cette réaction était aussi significative de l'ambiance que la direction fait régner dans les services. Depuis plusieurs années c'est la valse des mutations. France Télécom a une dette colossale à rembourser. Elle n'embauche donc pas et par contre licencie les intérimaires. Les postes vacants doivent donc être pourvus par d'autres, tant le manque de personnel est flagrant dans la plupart des services.

Mais la direction ne s'inquiète que des services de vente ou d'après-vente (boutiques, 1014 ou 1013). Elle fait pression sur tous ceux qu'elle estime capables de remplir ces nouvelles fonctions. Et là, tous les moyens semblent bons pour y parvenir.

Mais si, dans les services où elle mute des employés, il y a des militants qui la gênent, elle fait tout pour s'en débarrasser. C'est ainsi que deux militants CGT du 1014, dont celui qui vient de mettre fin à ses jours, ont été mutés d'office, alors que

France Télécom recrutait dans ce service. La direction a été condamnée par le tribunal administratif à les réintégrer. Elle a alors contre-attaqué en les mettant en « congé d'office », puis en les retenant et en leur imposant des tests de sélection humiliants pour... reprendre un travail qu'ils faisaient déjà depuis plusieurs années !

En même temps, six autres militants CGT ont été mutés du service des Lignes vers les Répartiteurs, qui sont des endroits où ils sont entièrement coupés du reste du personnel.

La pression semble avoir été trop forte sur celui qui a mis fin à ses jours. Mais il ne s'agit sans doute pas d'un cas particulier, et c'est ce que les militants de la CGT ont tenu à dire devant la presse : trois autres personnes travaillant à l'agence du Grand-Lyon ont mis fin à leurs jours entre la fin 2001 et la fin 2002.

Ils ont aussi signalé des tentatives de suicide, des gens qui craquent et des demandes de consultations en médecine du travail de plus en plus nombreuses. Le nombre moyen de jours d'arrêt en congé maladie par agent et par an atteint 16, 17 et même 32 dans certaines agences.

La direction de cet ex-service public (toujours très rentable) semble donc avoir pour principal souci celui de faire supporter à son personnel le remboursement de ses dettes.

Correspondant LO

APRÈS LES RETRAITES, LE GOUVERNEMENT S'ATTAQUE À LA SÉCU

Le ministre Mattei vient de présenter son projet de loi sur la santé publique, pratiquement dans le même temps où il annonçait une « réforme » de la Sécurité sociale et où paraissait le décret d'application de son arrêté sur le déremboursement partiel de 617 médicaments. Ce n'est bien sûr pas une coïncidence, pas plus que ne l'était la publication de cet arrêté... en plein week-end de Pâques, dans l'espoir qu'il passerait inaperçu. En fait, c'est une nouvelle attaque généralisée que lance le gouvernement contre la population, cette fois sur le terrain de la santé.

Ces 617 médicaments, présentés comme peu efficaces, ne seront donc plus remboursés qu'à 35 %, contre 65 % auparavant. Cette procédure s'inscrit dans le droit fil de celle qu'avait instituée Martine Aubry, ministre de la Santé et des Affaires sociales du gouvernement Jospin, qui avait, déjà, invoqué la non-efficacité d'une longue liste de médicaments ou le fait qu'ils auraient été « de confort » pour les rayer de la liste des prescriptions remboursables.

La seule innovation de Mattei est qu'il invente, lui, la catégorie des médicaments « peu efficaces » (sans d'ailleurs que les organismes de Sécurité sociale chargés de vérifier cette efficacité aient été consultés, ce qu'ils ont dénoncé). Car, d'Aubry à Mattei, l'objectif recherché est le même : il

s'agit d'augmenter ce qui reste à la charge des patients.

Ceux-ci se feront sans doute prescrire d'autres médicaments, mieux remboursés. Mais, en général, ils sont plus chers et, dans ce dernier cas, la mesure de Mattei fera coup triple : outre faire les poches des assurés, elle ponctionnera les caisses de la Sécurité sociale, en remplissant d'autant celles des laboratoires pharmaceutiques.

Faire que les assurés et la Sécurité sociale servent de vache à lait aux grands trusts de la pharmacie (et pas seulement à eux) n'est certes pas une nouveauté, mais une constante de tous les gouvernements depuis que la Sécurité sociale existe. Mais la concomitance de ce nouveau hold-up à la santé avec l'annonce d'une « réforme » de l'assurance-maladie que le gouvernement justifie par le « trou » de la Sécu (qu'il s'applique à creu-

ser) est une véritable provocation.

Mattei ose parler de « solidarité » et de « justice » alors que le manque de personnel dans les hôpitaux est de plus en plus criant, que les urgentistes dénoncent les économies criminelles que leur imposent les autorités, sans parler des sages-femmes qui manifestaient le 24 mai contre la poursuite de la fermeture des maternités et ce qu'elles appellent les « usines à bébés » qui se mettent en place.

Si quelqu'un avait la moindre illusion sur ce que veut ce gouvernement, Mattei se chargerait de la dissiper. Présentant son projet sur LCI, il a eu le culot de dire qu'il comptait négocier sa réforme comme son collègue chargé des retraites « avait négocié avec la CFDT ». Alors que le projet Fillon est massivement rejeté par la population, Mattei annonce la couleur : il cherche

des carpettes pour approuver un nouveau mauvais coup, et d'abord contre les plus démunis qui, faute de moyens, seront encore plus écartés de l'accès à la santé.

Mattei a également annoncé ce qu'il appelle son projet de loi en santé publique. Son objectif déclaré est de faire baisser la mortalité chez les moins de 60 ans en promouvant la prévention. Le « plan » contre le cancer avancé par Chirac s'inscrit dans ce cadre, a précisé le ministre. Loin de rassurer, c'est bien ce qui a de quoi mettre la puce à l'oreille. Car, quand Chirac a annoncé son « plan », en mars dernier, s'il a fait beaucoup de mousse autour de cette « grande cause nationale », ladite mousse n'a pas pu cacher qu'aucun financement de la chose n'était prévu, ni même évoqué.

P. L.



Transparence de l'information sur les médicaments ?

LE GOUVERNEMENT NE VEUT MÊME PAS D'UN PLACEBO

Le gouvernement vient de suspendre les activités du Fopim (Fonds de promotion de l'information médicale et médico-économique), un organisme qui entendait offrir « une information médicale, indépendante de l'industrie pharmaceutique ». Au ministère de la Santé, on prétend bien sûr rester « attaché à l'idée de développer une information indépendante des laboratoires », mais le remplacement du Fopim est seulement... à l'étude.

Le Fopim avait été créé le 11 mars 2002 à l'initiative de

Bernard Kouchner, alors ministre délégué à la Santé. Il s'agissait de proposer aux professionnels de santé une « information précise et concise sur le bon usage des médicaments », en réponse aux inquiétudes de médecins et de parents dans la région du Puy-de-Dôme qui déploraient le manque de renseignements sur les modalités d'une campagne de vaccination contre la méningite dans leur département, notamment le manque d'informations sur le vaccin utilisé.

Géré par l'Agence française de sécurité sanitaire des produits de santé (Afssaps), le Fopim avait été doté d'un budget annuel de 20 millions d'euros et était dirigé par des personnes issues du milieu médical ou de la presse médicale.

En pratique, ce fonds, qui dans l'esprit du ministre d'alors n'était peut-être qu'un placebo, n'a jamais pu jouer le rôle auquel il était destiné, faute de moyens. Quelques propositions ont bien été préparées mais ses activités ont été suspendues avant qu'elles puissent être validées. Fopim ou pas, l'information médicale sur les médicaments a continué et continue de rester le monopole des laboratoires pharmaceutiques qui, par différents canaux, la publicité et surtout les réseaux de visiteurs médicaux, exercent une forte pression sur les prescripteurs, en l'occurrence des médecins, qui ne disposent toujours pas d'une information objective.

Et on voit mal comment l'actuel ministre de la Santé,

qui fait partie d'un gouvernement attentif à la moindre des exigences du grand patronat, pourrait mettre sur pied en remplacement autre chose qu'un comité Théodule qui sera tout, sauf en mesure de fournir une information médicale qui puisse contredire d'une façon ou d'une autre l'industrie pharmaceutique.

Cette nouvelle décision, qui fait suite aux propositions de déremboursement de 617 médicaments, augure mal de la « réforme de l'assurance-maladie » que mijotent les services de Jean-François Mattei, qui entend nous la servir en septembre, dès qu'on aura fini d'avaler la purge des retraites.

J.F.

Loi Perben : UNE JUSTICE PLUS POLICIÈRE

Après Sarkozy, c'est au tour de Perben, le ministre de la Justice, de présenter un projet de loi sur la sécurité. Il prétend adapter les moyens de la Justice à l'évolution de la criminalité organisée et de la délinquance.

Le projet de loi prévoit notamment une rémunération des « indics », un statut pour les criminels « repentis » et la possibilité pour les prévenus, dans les petites affaires, de plaider coupable avec une réduction de peine à la clé.

Que de telles mesures puissent faire reculer la grande criminalité est douteux et il y a tout lieu de penser que l'insécurité dans les quartiers populaires continuera de s'aggraver tant qu'il ne sera pas mis le holà aux suppressions d'emplois qui plongent des millions de gens dans la misère, et une petite partie d'entre eux dans les trafics de tout genre.

En revanche, le projet de loi pourrait servir contre le mouvement ouvrier si, comme le craint par exemple le Syndicat de la magistrature, des ouvriers séquestrant un patron pouvaient être accusés de criminalité organisée.

Accessoirement, proposition de circonstance destinée à montrer que le gouvernement ne reste pas inerte, le ministre de la Justice prévoit dans son projet des sanctions plus sévères à l'encontre des « voyous des mers » et un renforcement des juridictions spécialisées dans la lutte contre la pollution maritime. Ces mesures risquent de faire plouf quand on voit l'impunité des compagnies pétrolières et des armateurs responsables de catastrophes comme celle de l'*Erika*. La pollution des mers au quotidien reste la plupart du temps à l'abri des sanctions. L'an dernier, douze affaires de dégazage ont été jugées par le tribunal de grande instance de Paris. Elles ont abouti à une relaxe et onze condamnations à des peines d'amende... qui n'ont jamais été exécutées.

Pour tout ce qui touche au profit des grandes sociétés, il n'est pas question pour le gouvernement de mesures de répression réellement dissuasives, qui frapperaient les fortunes de ces responsables de graves nuisances, sur terre et sur mer, que sont les capitalistes.

Jean SANDAY

Argentine

LE NOUVEAU PRÉSIDENT INTRONISÉ... POUR MENER LA MÊME POLITIQUE ANTILOUVRIÈRE

Carlos Menem, qui fut président de la République argentine pendant dix ans (1989-1999), a finalement choisi de ne pas attendre le verdict des urnes, dont tout indiquait qu'il lui serait très défavorable, pour renoncer à participer au deuxième tour de l'élection présidentielle le 18 mai dernier. Ce retrait a automatiquement assuré la victoire de l'autre candidat péroniste, Nestor Kirchner, qui a été intronisé président dimanche 25 mai. Que Castro et Lula aient assisté à la cérémonie ne doit tromper personne : Kirchner devrait marcher dans les traces de son prédécesseur Duhalde, dont la présidence intérimaire n'a pas été spécialement favorable aux classes populaires. Survivre reste très difficile et sa police a montré à plusieurs reprises qu'elle reste là d'abord pour réprimer ceux qui luttent pour une vie meilleure.

Menem déconsidéré

Lors du premier tour, Menem avait obtenu 24 %, et Kirchner 22 %, mais tous les sondages annonçaient une victoire de Kirchner sur Menem, avec 30 points d'avance. De très nombreux électeurs s'apprêtaient à voter contre

Menem, qui incarnait pour la majorité la politique qui a conduit l'économie argentine dans l'abîme, en démantelant l'industrie nationalisée et tous les services publics. Menem, mêlé à de multiples affaires (scandales, trafics d'armes, morts mystérieuses), personnifiait aussi la corruption. Enfin, parmi les ouvriers encore attachés aux illusions péronistes, Menem, qui avait ouvertement mené une politique au service du grand patronat argentin et étranger, était considéré comme celui qui avait trahi leurs espoirs.

Ce retrait vole à Kirchner la part de légitimité que les urnes auraient pu lui donner. Kirchner en est réduit, dans ses discours, à traiter Menem de « lâche ». Ce n'est en tout cas pas cette « victoire » qui renforcera un système politique déjà passablement délabré et qui a vu, en décembre 2001, deux présidents chassés par la rue. Kirchner va devoir chercher maintenant du côté des parlementaires le consensus que les urnes ne lui ont pas donné. Le fait même que son propre parti, le parti péroniste, a été incapable de s'entendre pour présenter un seul candidat (il en a présenté trois !) indique déjà que les luttes de clans y font rage et qu'il n'est pas sûr de sa majorité.

C'est le président provisoire péroniste, Eduardo Duhalde, qui a parrainé la candidature de Kirchner. Celui-ci, même s'il s'en défend, devrait dans une certaine mesure marcher dans les traces de

Duhalde. Il conserve d'ailleurs le même ministre des Finances, Roberto Lavagna, un homme qui pour le moment a la confiance des institutions financières internationales, et qui doit rencontrer les représentants du Fonds Monétaire International dans quelques jours, pour plaider la cause d'une Argentine qui reste particulièrement endettée (144 milliards de dollars de dette extérieure) et dont le secteur bancaire est toujours en ruine.

De toute façon, la population argentine aurait tort de se faire des illusions sur le nouveau venu. En tant que gouverneur de la province de Santa Cruz, Kirchner a déjà montré bien des traits qui l'apparentent à un... Menem. Comme celui-ci l'avait fait pour se faire réélire une seconde fois à la présidence, Kirchner a aussi modifié la constitution de sa province pour conserver son poste de gouverneur.

Kirchner et son « trésor »

Kirchner se vante du faible taux de chômage de sa province (3 %) et du faible taux de malnutrition infantile. Mais, comme c'est une tradition dans les partis politiques argentins, et particulièrement chez les péronistes, c'est le résultat d'une politique clientéliste d'autant plus facile à mener dans cette province qu'elle est à la fois très riche (notamment en pétrole et en gaz) et peu peuplée (200 000 habitants sur une superficie qui fait la moitié de la France). C'est pourquoi

40 % des salariés sont des employés du secteur public et sa province est l'une des rares qui ne soit pas endettée.

Les Kirchner forment un clan familial. Son épouse, Cristina, est sénatrice et sa sœur, Alicia, est ministre des Affaires sociales de Santa Cruz. Pour conforter son pouvoir local, Kirchner avait aussi augmenté le nombre des juges de la Cour suprême à ses ordres et muselé la presse locale.

Enfin, comme pour indiquer qu'il a tout pour marcher sur les traces de Menem, il a beaucoup été question à la veille du second tour d'un mystérieux « trésor ».

Lors de son arrivée à la tête de la province, en 1991, Kirchner avait hérité de 630 millions de dollars, fruit d'un dédommagement versé à la suite d'un procès concernant des redevances pétrolières. S'y étaient ajoutés par la suite 420 millions de dollars, après la revente d'actions du groupe pétrolier YPF, actions appartenant à la province, au moment de la privatisation de ce groupe. Pressé par les journalistes, Kirchner a admis que 531 millions étaient placés sur des comptes en Suisse et au Luxembourg. Initialement, cet argent était placé aux États-Unis, mais quand il a compris que la dette argentine allait continuer de grandir, il a déplacé cet argent vers l'Europe pour être sûr qu'il ne soit pas saisi par les financiers américains !

Alors que 60 % des Argentins sont dans la misère, tout cela

indique que Kirchner n'appartient vraiment pas au même monde que ceux qui continuent à subir de plein fouet les conséquences de l'effondrement de l'économie argentine. Ils ne tarderont pas à le vérifier. Parmi les tâches qui attendent le nouveau président, il y a la renégociation de la dette avec le Fonds Monétaire International. Et, parmi les exigences de celui-ci, qui relaient celles des grands groupes capitalistes, notamment français et espagnols, qui ont dépecé l'économie argentine, il y a l'augmentation des tarifs des services publics évaluée à 20 %. Kirchner semble déjà décidé à une première augmentation de 10 %. Cette entrée en matière du nouveau président sera particulièrement rude dans un pays où, depuis la dévaluation, les salaires, déjà faibles, ont baissé en moyenne de 23 %, soit une baisse de 15 % dans le secteur privé, de 28 % dans le secteur public, mais de 34 % pour tous ceux, les plus nombreux, qui travaillent « au noir ».

L'absence de second tour à cette élection présidentielle n'est peut-être au fond pas un mal. Car cela réduira d'autant les illusions électorales et les illusions éventuelles à l'égard du vainqueur de l'élection alors que, pour que le redressement de l'économie capitaliste ne se fasse pas sur son dos, la population ne peut vraiment compter que sur ses propres forces et sur ses luttes.

Jacques FONTENOY

Brésil

Au Brésil, Lula et le Parti des Travailleurs (PT) sont au pouvoir depuis cinq mois à peine. Mais déjà leur politique apparaît pour ce qu'elle est : une politique au service des possédants, brésiliens aussi bien qu'impérialistes. Remises, les promesses de faire reculer la faim et le chômage, de remettre à niveau les salaires et de réaliser enfin la réforme agraire.

En revanche, Lula reprend tous les projets antiouvriers du précédent gouvernement Cardoso, sur la Sécurité sociale, les retraites et le code du travail. Il veut satisfaire la bourgeoisie tambour battant et dégager des fonds qui permettent de l'aider. Au point qu'un journaliste brésilien remar-

quait : « *On n'a pas encore pu distinguer Lula de Fernando Henrique Cardoso.* »

Cette politique provoque des remous au sein du PT, qui compte des courants radicaux, trotskystes en particulier. Des députés et une sénatrice ont protesté contre les réformes entreprises. Deux députés ont par exemple rediffusé une cassette vidéo dans laquelle Lula, en 1987, critiquait violemment les mesures qu'il préconise aujourd'hui.

Le 21 mai, ils ont été démis des responsabilités qu'ils détenaient au sein du PT et exclus de son groupe parlementaire. Un autre député et la sénatrice Heloisa Helena sont menacés d'expulsion du parti.

SILENCE DANS LES RANGS !

Il y a dans le PT une tradition de liberté de parole qui permettait jusqu'ici à chacun de dire ce qu'il pense. Huit sénateurs voulaient donc protester contre les menaces d'exclusion : le leader du PT au Sénat et le président du parti ont menacé de démissionner, s'ils le faisaient. L'appareil du PT met tout son poids pour imposer le silence dans les rangs.

C'est vrai que, lorsqu'on a décidé d'attaquer sur tous les terrains la classe ouvrière et la population pauvre, il vaut mieux taire les critiques. Même s'il faut pour cela exclure ceux qui voudraient protester.

Vincent GELAS

LUTTE DE CLASSE N° 73 (mai-juin 2003) est parue

- L'Irak sous l'occupation
- France

La « réforme » des retraites : vers une épreuve de force avec le gouvernement ?

- Brésil

Quatre mois de gouvernement Lula : un bon début pour les capitalistes

- Irlande du Nord

Les méthodes terroristes de l'État britannique

- Tribune de la minorité
XV^e Congrès de la IV^e Internationale : vers une cinquième « sui generis » ?

Prix : 1,5 euro - Envoi contre quatre timbres à 0,46 euro

